



L'ISLAMOPHOBIE EN FRANCE RAPPORT NATIONAL 2018

LÉONARD FAYTRE

SETA | RAPPORT

L'ISLAMOPHOBIE EN FRANCE RAPPORT NATIONAL 2018

COPYRIGHT © 2020 by SETA

All rights reserved.

No part of this book may be reprinted or reproduced or utilized in any form or by any electronic, mechanical or other means, without permission in writing from the publishers.

SETA Publications 160
ISBN: 978-625-7040-34-1

Layout: Erkan Söğüt

Print: Turkuvaz Haberleşme ve Yayıncılık A.Ş., İstanbul

SETA | FOUNDATION FOR POLITICAL, ECONOMIC AND SOCIAL RESEARCH

Nenehatun Caddesi No: 66 GOP Çankaya 06700 Ankara TURKEY

Tel: +90 312.551 21 00 | Fax: +90 312.551 21 90

www.setav.org | info@setav.org | @setavakfi

SETA | İstanbul

Defterdar Mh. Savaklar Cd. Ayvansaray Kavşağı No: 41-43

Eyüpsultan İstanbul TÜRKİYE

Tel: +90 212 395 11 00 | Fax: +90 212 395 11 11

SETA | Washington D.C.

1025 Connecticut Avenue, N.W., Suite 410

Washington, D.C., 20036 USA

Tel: 202-223-9885 | Fax: 202-223-6099

www.setadc.org | info@setadc.org | @setadc

SETA | Cairo

21 Fahmi Street Bab al Luq Abdeen Flat No 19 Cairo EGYPT

Tel: 00202 279 56866 | 00202 279 56985 | @setakahire

SETA | Berlin

Französische Straße 12, 10117 Berlin Germany

Tel: +49 30 20188466

SETA | Brussels

Avenue des Arts 27, 1000 Brussels, Belgium

Tel: +3226520486

L'ISLAMOPHOBIE EN FRANCE RAPPORT NATIONAL 2018

LÉONARD FAYTRE



SETA

SIYASET, EKONOMİ VE TOPLUM ARAŞTIRMALARI VAKFI
FOUNDATION FOR POLITICAL, ECONOMIC AND SOCIAL RESEARCH
مركز الدراسات السياسية والاقتصادية والاجتماعية

SOMMAIRE

RÉSUMÉ | 7

FICHE TECHNIQUE | 9

INTRODUCTION | 13

ANALYSE DES INCIDENTS ISLAMOPHOBES MARQUANTS DE L'ANNÉE | 19

LES PRINCIPALES FIGURES DU RÉSEAU ISLAMOPHOBE | 55

INITIATIVES OBSERVÉES AU SEIN DE LA SOCIÉTÉ CIVILE POUR CONTRER
LE RACISME ANTIMUSULMAN | 59

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS POLITIQUES | 61

CHRONOLOGIE | 65

LÉONARD FAYTRE est un chercheur français en science politique. Diplômé de Sciences Po Paris (licence en science politique et maîtrise en politique urbaine), il s'installe à Istanbul en 2013 et poursuit des études en philosophie. Il obtient en 2018 une deuxième maîtrise en théorie de l'argumentation (münazara) à l'Institut de l'Alliance des Civilisations (Université Ibn Haldun). Léonard Faytre travaille actuellement comme chercheur assistant au département des études européennes à la fondation SETA dans lequel il supervise des recherches sur les politiques françaises et européennes en matière d'immigration et de droit des minorités. Outre le français, il parle couramment l'anglais, le turc et l'arabe. E-mail : l.faytre@gmail.com

Avertissement: Les déclarations de fait et d'opinion figurant dans les rapports nationaux du rapport européen sur l'islamophobie sont celles des auteurs. Elles ne sont pas l'expression des éditeurs ou des institutions qui financent ce rapport. Aucune déclaration, explicite ou implicite, n'est faite quant à l'exactitude des informations contenues dans les rapports nationaux. Les éditeurs du rapport européen sur l'islamophobie ne peuvent accepter aucune responsabilité légale pour toute erreur ou omission qui aurait pu être commise. Le lecteur doit faire sa propre évaluation de l'exactitude et de la pertinence du matériel.

Pour citer ce rapport: Léonard Faytre : *L'islamophobie en France : rapport national 2018*, in : Enes Bayraklı & Farid Hafez, *Rapport Européen sur l'Islamophobie 2018*, Istanbul, SETA, 2019

RÉSUMÉ

L'islamophobie continue de croître en France en 2018. Le Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF) a rapporté 676 incidents islamophobes en 2018 contre 446 en 2017 (soit une augmentation de 52%). Parmi ces 676 incidents, 20 concernent des attaques physiques (3%), 568 des discriminations (84%) et 88 des discours de haine et insultes (13%).

L'islamophobie n'est pas déconnectée des autres formes de racisme tel que le sexisme. Le CCIF remarque que près de 70% des victimes du racisme antimusulman sont des femmes. Dans son rapport 2018 sur la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie, la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) souligne le parallèle entre les actes islamophobes et le rejet des valeurs féministes et laïques. En d'autres termes, l'islamophobie ne concerne pas seulement les musulmans mais aussi les femmes, les valeurs du vivre-ensemble et tout ce qui est perçu comme «autre» de façon générale. L'islamophobie en France repose donc avant tout sur une idéologie de rejet et un imaginaire nationaliste d'extrême droite et non sur la défense de la liberté et de la laïcité comme le prétendent beaucoup d'islamophobes.

En 2018, l'islamophobie s'est illustrée par des attaques violentes contre des femmes musulmanes, l'émergence de groupes terroristes d'extrême droite et la détérioration du débat public à l'égard des musulmans. En guise d'exemple, il est possible de mentionner l'agression physique d'une jeune musulmane dans les rues de Lille par des membres du groupuscule d'extrême droite Génération Identitaire;

la dissolution du groupe terroriste AFO qui planifiait des attaques de grandes ampleurs contre des civils musulmans; ou encore l'utilisation de l'expression «guerre civile» par de nombreux polémistes dans des débats ayant pour sujet l'islam et les musulmans en France.

Enfin, les attaques récurrentes sur le territoire français de la part de terroristes musulmans ainsi que les politiques de contre-terrorisme remettent en cause les droits fondamentaux des musulmans. En visite en France en mai 2018, la rapporteuse spéciale pour la promotion et la protection des droits de l'homme et des droits fondamentaux, Fionnuala D. Ní Aoláin, s'inquiétait «de voir la minorité musulmane être perçue en tant que telle comme un groupe suspect.»

FICHE TECHNIQUE

Pays : France

Type de régime : République démocratique

Forme de gouvernement : Système semi-présidentiel

Partis au gouvernement : La République En Marche (droite libérale)

Majeurs partis d'opposition : Les Républicains, Le Rassemblement National, La France Insoumise

Population totale : 66,3 millions (en 2015)

Langues principales : Français

Religion officielle : Pas de religion officielle (principe de laïcité)

Statistiques sur l'islamophobie : Selon le Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF), 676 incidents islamophobes ont été documentés en 2018 contre 446 en 2017 (soit une augmentation de 52 %). Parmi ces 676 incidents, 20 concernent des agressions physiques (3 %), 568 des discriminations (84 %) et 88 des discours de haine (13 %).

Statistiques sur le racisme et la discrimination : En 2018, la police a signalé 5 170 infractions commises en raison de l'origine, de l'ethnie, de la race présumée ou de la religion sur l'ensemble du territoire français. Selon ce chiffre, les actes racistes ont diminué pour la troisième fois consécutive (-4% entre 2017 et 2018, -11% entre 2016 et 2017, et -20% entre 2015 et 2016). Comme les années précé-

dentes, la majorité des infractions racistes est le fait de provocations, d'insultes ou de diffamations (jusqu'à 78 %). Viennent ensuite les menaces et le chantage (11 %), les attaques individuelles (4 %), la discrimination (3 %) et les dommages matériels (2 %). Pourtant, l'étude quantitative du racisme en France reste difficile. En 2017, 1,1 million de personnes ont déclaré avoir été victimes d'actes racistes, donnant lieu à seulement 6 122 poursuites et 561 condamnations.

Principales religions (% de la population) : L'introduction de variables de race ou de religion dans les fichiers administratifs étant interdite en France, il est difficile d'obtenir des chiffres exacts concernant l'appartenance religieuse des citoyens français. Les informations qui circulent à ce sujet présentent ainsi des résultats contradictoires. Ainsi, selon une note publiée dans *GéoConfluences*, 64 % des Français seraient catholiques (dont 4,5 % iraient régulièrement à la messe dominicale), 63 % n'auraient aucune religion, 6,4 % seraient musulmans et 0,5 % seraient juifs. (Voir les différentes études à ce sujet dans «Statistiques sur la pratique religieuse en France», *GéoConfluences*, décembre 2016).

Population musulmane (% de la population) : Pour les mêmes raisons que nous venons de citer, il est impossible d'avoir une idée exacte du nombre de musulmans résidant en France. Selon le Pew Research Center, pourtant, la population musulmane représenterait entre 5 et 6 millions de personnes, soit environ 8% de la population française. Comme nous venons de l'indiquer ci-dessus, d'autres études présentent un pourcentage plus bas (6,4%).

Principales organisations de la communauté musulmane : CFCM (Conseil français du culte musulman), UMF (Union des Mosquées de France), Musulmans de France (MF), DITIB, Milli Görüş, L.E.S Musulmans

Principales associations luttant contre l'islamophobie : CCIF (Collectif contre l'islamophobie en France), CRI (Coordination contre le racisme et l'islamophobie), CJL (Comité justice & libertés pour tous)

Les partis d'extrême droite : Le Rassemblement National, Debout la France, Les Patriotes, Parti de France

Mouvements d'extrême droite : Génération identitaire, Réseau Remora, Volontaires pour la France (VPF), Soldats d'Odin Breizh

Organisations terroristes d'extrême droite : AFO (Action des forces opérationnelles)

Limitations de pratiques culturelles musulmanes

- **Interdiction du port du foulard** : Interdiction des symboles religieux, y compris le foulard musulman, dans les écoles [2004] ; «circulaire Chatel» qui interdit aux parents qui accompagnent leurs enfants en voyage scolaire d'arborer des symboles religieux [2013]. Par ailleurs, le 18 août 2016, le Premier ministre français, Manuel Valls, a défendu l'interdiction par les municipalités des maillots de bain couvrant le corps (burkini) et destinés aux femmes musulmanes, après que plusieurs maires eurent imposé l'interdiction du burkini dans plusieurs villes de bord de mer, dont Cannes, Villeneuve-Loubet et Sisc sur l'île de Corse.
- **Interdiction d'abattage halal** : Non
- **Interdiction de construction de minarets** : Non (dépend de décisions locales)
- **Interdiction de la circoncision** : Non
- **Interdiction de la Burka ou Niqab** : (11 avril 2011) Un décret du Premier ministre français François Fillon interdit aux femmes de porter le niqab dans tout lieu public.
- **Interdiction de la prière** : Non (dépend de décisions locales depuis que la Cour européenne de justice a statué en mars 2017 que les employeurs pouvaient interdire à leur personnel de manifester des signes religieux ostentatoires, y compris la prière).

INTRODUCTION

L'islamophobie en France s'inscrit dans un contexte général de discriminations sociales, spatiales et symboliques à l'égard des musulmans et des personnes perçues comme musulmanes. Il nous semble important de rappeler ce contexte avant d'analyser les dynamiques de l'islamophobie propres à l'année 2018.

Historiquement, le racisme anti-arabe et antimusulman prend ses racines modernes dans la colonisation française des contrées musulmanes à partir de la conquête d'Alger en 1830.¹ La représentation des populations musulmanes comme barbares et arriérées s'enracine en métropole à l'après-guerre avec la politique française d'immigration de travailleurs nord africains, initialement amenés en France afin de reconstruire le pays.² Les populations arabes musulmanes, regroupées dans des bidonvilles puis dans des banlieues en périphérie des villes, se confrontent depuis à la relégation sociale, aux violences policières, aux agressions quotidiennes et aux humiliations symboliques.³ À partir des années 1980, la visibilité des citoyens français d'origine arabe dans la sphère publique s'accroît comme l'illustre la «Marche pour l'égalité et contre le racisme» (décembre 1983).

1. James J. Cooke, "Tricolour and Crescent: Franco-Muslim Relations in Colonial Algeria, 1880-1940", *Islamic Studies*, 29/1 (Spring 1990), pp. 57-75.

2. Abdelmalek Sayad, *Un Nanterre algérien, terre de bidonvilles*, (Autrement, Paris: 1995); Cohen Muriel, "Les bidonvilles de Nanterre, entre "trop plein" de mémoire et silences", *La ville et ses frontières, de la segregation sociale à l'ethnisation des rapports sociaux*, ed. Brigitte Moulin, (Karthala, Paris: 2001).

3. Ibid.

Paradoxalement, cette visibilité nouvelle s'accompagne de la montée en puissance du Front National, parti d'extrême droite mené par Jean-Marie Le Pen.⁴ À la fin des années 1980, un grand nombre de journalistes et de décideurs français commencent à évoquer un «problème musulman» et non plus un «problème d'immigration arabe». Ce basculement sémantique s'opère notamment à la suite de l'exclusion de trois jeunes filles portant le foulard du collège Gabriel Havez de Creil (octobre 1989) et de la victoire du Front islamique du salut aux élections algériennes (1990-1991).⁵ L'aversion pour les musulmans s'aggrave après les attentats terroristes perpétrés en Europe et aux États-Unis dans les années 2000 mais aussi avec la consécration des partis d'extrême droite sur le continent. De façon concrète, cette aversion se matérialise par la promulgation de lois contraignantes, voire discriminantes, pour le quotidien des musulmans (cf. l'interdiction des symboles religieux à l'école [2004], l'interdiction du niqab [2010], ou la «circulaire Chatel» qui interdit aux parents qui accompagnent leurs enfants en sortie scolaire d'arborer des symboles religieux [2013]).⁶

Aujourd'hui, les musulmans français sont encore surreprésentés dans les couches les plus fragiles de la société ainsi que dans les quartiers à forte concentration de violence et de trafic de drogue ou encore dans les prisons. En d'autres termes, les musulmans français sont confrontés à des discriminations sociales, spatiales et symboliques qui sont ancrées dans des tendances historiques longues. Cette situation conduit la sociologue américaine Nancy Foner à comparer la situation des musulmans en Europe (y compris en France) avec celle des Afro-Américains aux États-Unis.⁷

Outre ces dynamiques structurelles, la conjoncture terroriste – à savoir les attaques islamistes qui ont visé la France ces dernières années – ont eu un impact très négatif sur l'ensemble de la communauté musulmane française. Les politiques antiterroristes, bien que nécessaires, se sont souvent appuyées sur une compréhension floue de termes tels que «islam politique», «radicalisation» ou encore «salafisme». Cette ambiguïté a conduit dans les faits à la

4. Abdellali Hajjat, «Retour sur la Marche pour l'égalité et contre le racisme», *Hommes & migrations*, 1304(2013), pp. 151-155.

5. Farid Hafez, Enes Bayraklı et Leonard Faytre, «Engineering a European Islam», *Insight Turkey*, 20/3 (2018), p. 146

6. «Accompagnant: Une maman portant un voile peut-elle accompagner les élèves lors de sorties?», Académie de Nice, <https://www.pedagogie.ac-nice.fr/dsden06/eps06/2017/02/20/accompagnant-une-maman-portant-un-voile-peut-elle-accompagner-les-eleves-lors-de-sorties/>, (Access date: 1 septembre 2019).

7. Nancy Foner, «Is Islam in Western Europe Like Race in the United States?», *Sociological Forum*, 30 (December 2015), p. 888; See also: Murtaza Hussain, «Liberté for whom?», *The Intercept*, 23 février 2019, <https://theintercept.com/2019/02/23/france-islamophobia-islam-french-muslims-terrorism/>, (Access date: 1 septembre 2019).

criminalisation accrue de la communauté musulmane dans son ensemble au nom de la lutte contre certains réseaux et individus impliqués dans des projets à caractère terroriste.⁸

Cette situation a perduré en 2018. D'un côté, des attentats terroristes ont été perpétrés et des tentatives d'attaques planifiées, renforçant la perception d'une menace réelle et objective. De l'autre, l'État français a répondu à ces menaces en arrêtant des personnes suspectes, déjouant des réseaux mais aussi en fermant de lieux de culte et en durcissant son discours envers les pratiques musulmanes telles que le port du voile, la barbe, la prière etc.

Parmi les attaques terroristes perpétrées en 2018 nous pouvons citer celle de Radouane Lakdim, jeune citoyen français de 26 ans surveillé par les services de renseignement français pour radicalisation et «fiché S»⁹, qui le 23 mars a tué trois personnes et blessé plusieurs autres à l'issue d'un attentat dans le sud de la France.¹⁰ Celle d'un jeune Français également «fiché S», qui le 12 mai a tué une personne dans un attentat au couteau dans le quartier de l'Opéra à Paris.¹¹ Ou encore celle de Chérif Chekatt, citoyen français de 29 ans et également surveillé par les services de renseignement français pour radicalisation et «fiché S», qui le 11 décembre 2018, a tué 5 personnes et en a blessé de nombreuses autres dans le centre de Strasbourg.¹² Enfin en plus de ces trois attentats, Laurent Nunez, le secrétaire d'État à l'Intérieur, a annoncé

8. Selon un rapport du Sénat datée du 29 mars 2017, la radicalisation est une «notion ambiguë utilisée sous la pression des événements, qui inquiète, la radicalisation est aujourd'hui mieux connue, même si elle reste, selon les mots du professeur Fethi Benslama « une prénotion indispensable (...) que l'on doit placer sous une forte vigilance épistémologique », in *Les collectivités territoriales et la prévention de la radicalisation, Rapport d'information*, 483 (2016-2017), Sénat, http://www.senat.fr/rap/r16-483/r16-483_mono.html, (Access date: 1 septembre 2019); see also, Yasser Louati, «Lutte contre la radicalisation ou lutte contre les musulmans?», *Justices et Libertés pour Tous*, 6 octobre 2018, <https://justicelibertes.org/2018/10/06/lutte-contre-la-radicalisation-ou-lutte-contre-les-musulmans/> (Access date: 1 September 2019).

9. «La fiche S (pour «Sûreté de l'État») fait partie des différentes catégories du Fichier des Personnes Recherchées (FPR). Cet outil recueille certaines informations sur des personnes susceptibles de troubler l'ordre public : état civil, signalement, parfois une photographie, motifs de recherche, conduite à tenir vis-à-vis de la personne. La fiche S sert également à retracer les déplacements de l'individu fiché. Son objectif général : faciliter les recherches effectuées par les services de police et de gendarmerie, sur le territoire français ou au niveau européen (dans le cadre du Système d'Information Schengen). La fiche S a une durée de vie d'un an.» in *stop-djihadisme-gouv.fr*, <http://www.stop-djihadisme.gouv.fr/lutte-contre-terrorisme-radicalisation-radicalisation-tous-concerne/que-fait-france-a-lechelle>, (Access date: 1 septembre 2019).

10. «Attaques terroristes dans l'Aude», *France Info*, 23 mars 2018, <https://www.francetvinfo.fr/faits-divers/terrorisme/attaques-terroristes-dans-l-aude/>, (Access Date: 1 septembre 2019).

11. «Ce que l'on sait de l'attentat au couteau qui a fait un mort à Paris», *Le Monde*, 13 mai 2018, https://www.lemonde.fr/police-justice/article/2018/05/13/attentat-au-couteau-a-paris-l-assaillant-identifie-commme-etant-un-russe-ne-en-tchetchenie_5298196_1653578.html, (Access date: 1 septembre 2019).

12. «Attaque du marché de Noël à Strasbourg: ce que l'on sait», *Le Parisien*, 11 décembre 2018, <http://www.leparisien.fr/faits-divers/attentat-a-strasbourg-ce-que-l-on-sait-11-12-2018-7966335.php>, (Access date: 1 septembre 2019).

que six attentats terroristes islamistes avaient été déjoués par la police française en 2018.¹³

Tous ces événements ont contribué à créer une atmosphère négative autour des musulmans français. De plus, cette menace terroriste constante conduit l'Etat français à maintenir un haut niveau de sécurité. Le transfert de plusieurs mesures de l'état d'urgence (2015-2017) dans le droit commun en octobre 2017 a confirmé l'approche sécuritaire du gouvernement à l'égard des musulmans. Lors de sa visite en France en mai 2018, Fionnuala D. Ní Aoláin, rapporteur spécial des Nations Unies sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste, a averti que les nouvelles lois antiterroristes risquaient de porter atteinte aux libertés et aux droits fondamentaux.¹⁴ En 2018, l'autorité administrative française a ainsi fermé 7 mosquées, mené 93 descentes de police dans des maisons privées et imposé 106 arrestations à domicile.¹⁵ Au-delà de ces chiffres, la lutte contre le terrorisme a conduit à la militarisation de la police française et à la radicalisation de ses méthodes, notamment dans les quartiers populaires.¹⁶

C'est dans ce contexte que le nombre d'actes islamophobes a augmenté en 2018. En 2018, le Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF) a enregistré 676 attentats islamophobes contre 446 en 2017, soit une augmentation de 52 %.¹⁷

Les attaques physiques contre les musulmans sont aussi de plus en plus le fait d'actions organisées. En juin 2018, la police française a arrêté plusieurs membres du groupe terroriste d'extrême droite Action des forces opérationnelles (AFO)¹⁸ qui était sur le point de commettre des attentats terroristes contre plusieurs cibles musulmanes à travers notamment l'empoisonnement d'aliments halal, des attaques physiques contre les femmes musulmanes ou la dégradation de ce qu'ils

13. "Terrorisme: 6 projets d'attentats déjoués depuis le début de l'année" BFM TV, 11 novembre 2018, <https://www.bfmtv.com/police-justice/terrorisme-6-projets-d-attentats-dejoues-depuis-le-debut-de-l-annee-1563927.html>, (Access date: 1 septembre 2019).

14. "France: UN Expert Says New Terrorism Laws May Undermine Fundamental Rights and Freedoms", United Nations Human Rights, 23 May 2018, <https://www.ohchr.org/FR/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=23130&LangID=F>, (Access date: 1 septembre 2019).

15. Lina Farelli, "Sept mosquées fermées dans le cadre de la loi antiterroriste adoptée en 2017", Saphir News, 13 février 2019, https://www.saphirnews.com/Sept-mosquees-fermees-dans-le-cadre-de-la-loi-antiterroriste-adoptee-en-2017_a26012.html, (Access date: 1 septembre 2019).

16. Cyril Lemba, "Mobilisations pour les libertés populaires", Orient XXI, 16 avril 2018, <https://orientxxi.info/magazine/mobilisations-populaires-pour-les-libertes,2332>, (Access date: 6 septembre 2019).

17. Collectif Contre L'islamophobie en France, "Rapport CCIF 2019, Rapport sur l'Islamophobie pendant l'année 2018", 15 mars 2019, <http://www.islamophobie.net/wp-content/uploads/2019/03/Rapport-CCIF-2019.pdf>, (Access date: 1 septembre 2019).

18. Pour une introduction sur leur idéologie, voir le site internet du groupe intitulé "Guerre de France": <http://www.guerredeFrance.fr/afo.htm>

considéraient comme étant des mosquées «radicales».¹⁹ Les services de renseignement français s'inquiètent de la montée de ces groupes antimusulmans qui incluent parfois des soldats et des policiers français.

Enfin, le discours public à l'égard des musulmans a continué de se dégrader en 2018. Ce dernier est principalement le fruit de polémistes, journalistes et hommes politiques célèbres qui ont enflammé une situation déjà critique en s'appuyant sur une novlangue islamophobe qui emprunte des termes tels que «islamo-gauchisme», «colonisation à l'envers», «djihad judiciaire», «entrisme islamiste», «nouvel antisémitisme» ou encore «signes d'appartenance à l'islam». Une nouvelle étape a toutefois été franchie dans ce discours de haine avec l'utilisation de l'expression «guerre civile» pour souligner la polarisation entre les musulmans français et les non-musulmans.²⁰ Tous ces éléments sont analysés en détail dans ce rapport.

19. "Groupe AFO: Nouveaux éléments de l'enquête", CCIF, 28 juin 2018, <http://www.islamophobie.net/2018/06/28/groupe-afo-nouveaux-elements-de-lenquete/>, (Access date: 1 septembre 2019).

20. Barbara Lefebvre, "Reconquête républicaine: Gérard Collomb Brise Le Silence", *Le Figaro*, 4 octobre 2018, <http://premium.lefigaro.fr/vox/politique/2018/10/04/31001-20181004ARTFIG00115-reconquete-republicaine-gerard-collomb-brise-le-silence.php>, (Access date: 1 septembre 2019).

ANALYSE DES INCIDENTS ISLAMOPHOBES MARQUANTS DE L'ANNÉE

Il est difficile de surveiller toutes les attaques islamophobes car de nombreuses victimes ne signalent pas ou ne portent pas plainte contre leur(s) agresseur(s). Premièrement, des phénomènes psychologiques telles que l'humiliation et l'assimilation de conditions subalternes empêchent les victimes de dénoncer les attaques islamophobes qu'elles subissent. Deuxièmement, le système judiciaire français n'est pas efficace dans la poursuite d'actes racistes et cette inefficacité n'incite pas les victimes à rapporter leur agression aux autorités compétentes. Ainsi, dans son rapport sur l'état du racisme en France, la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) souligne que 1,1 million de personnes ont été victimes d'actes racistes en 2017, entraînant 6 122 poursuites et 561 condamnations.²¹

Pourtant, l'évolution du racisme antimusulman est suivie en France. Trois institutions principales, à savoir le ministère de l'intérieur, le Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF) et la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH), publient et analysent annuellement des statistiques sur l'islamophobie. En fonction de leur méthodologie, les chiffres qu'elles présentent diffèrent.

21. Jean Marie Delarue, président de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) donne ces chiffres lors de la publication du rapport du CNCDH sur le racisme en 2019, see Kim Hullot-Guiot, "Racisme: la tolérance augmente, mais les plus racistes se radicalisent", Libération, 23 avril 2019, https://www.liberation.fr/france/2019/04/23/racisme-la-tolerance-augmente-mais-les-plus-racistes-se-radicalisent_1722854, (Access date: 1 septembre 2019).

Le 12 février 2019, le ministère de l'intérieur a publié des statistiques sur le «racisme antimusulman» en comparaison avec les chiffres sur le racisme antisémite et anti-chrétien. Le ministère - par le biais de la Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT (DILCRAH) - a basé ses statistiques sur les plaintes contre les actes antimusulmans enregistrées dans les commissariats de police. Selon ce rapport, 100 actes antimusulmans ont été enregistrés en 2018 contre 121 en 2017 (soit une diminution de 21 actes). Sur ces 100 actes de haine, 43 sont des attaques physiques (72 en 2017), 57 des menaces (49 en 2017), 45 des attaques contre des lieux de culte (68 en 2017), et 6 contre des cimetières (4 en 2017).²² Le Conseil français du culte musulman (CFCM),²³ par l'intermédiaire de son Observatoire national contre l'islamophobie, affirme que ces chiffres ne reflètent pas la réalité de l'islamophobie en France puisque de nombreuses victimes ne portent pas plainte.²⁴ En effet, outre la méfiance générale entre les citoyens français et le système judiciaire français,²⁵ les relations entre les musulmans et la police française ont été profondément détériorées par l'état d'urgence (2015-2017) qui a ciblé les musulmans de manière disproportionnée.²⁶

Deuxièmement, le 15 mars 2019, le Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF) a publié son rapport annuel sur l'islamophobie en France. Le CCIF ne fonde pas ses statistiques sur les plaintes déposées dans les commissariats de police mais sur les rapports qui lui sont directement adressés. Les chiffres qu'ils présentent sont diamétralement différents de ceux du ministère de l'intérieur. En 2018, le CCIF a enregistré 676 agressions islamophobes contre 446 en 2017 (soit une augmentation de 52%). Parmi ces 676 attaques, 20 concernent des agressions

22. "Bilan 2018 Des Actes Racistes, Antisémites, Antimusulmans Et Antichrétiens", Délégation Interministérielle À La Lutte Contre Le Racisme, L'antisémitisme Et La Haine Anti-LGBT (DILCRAH), Gouvernement.fr, <https://www.gouvernement.fr/bilan-2018-des-actes-racistes-antisemites-antimusulmans-et-antichretiens>, (Access date: 1 septembre 2019).

23. Le CFCM a été créé par le gouvernement français en 2003 sous l'impulsion de Nicolas Sarkozy. Il se voulait la principale institution représentative des musulmans français vis-à-vis de l'État. See: Farid Hafez, Enes Bayraklı and Leonard Fayte, "Engineering a European Islam", *Insight Turkey*, 20/3 (2018), pp. 131-156.

24. "Baisse des actes anti-musulmans en France", Oumma, 13 février 2019, <https://oumma.com/baisse-des-actes-anti-musulmans-en-france/>, (Access date: 1 septembre 2019).

25. Voir ci-dessus.

26. Francesco Ragazzi, Stephan Davidshofer, Sarah Perret, Amal Tawfik, "Les effets de la lutte contre le terrorisme et la radicalisation sur les populations musulmanes en France", Centre d'étude sur les Conflits – Liberté et Sécurité (CCLS), (Paris: October 2018), <http://geopolitics-of-risk.ens.fr/en/les-effets-de-la-lutte-contre-le-terrorisme-et-la-radicalisation-sur-les-populations-musulmanes-en>, (Access date: 20 février 2019); Yasser Louati, "Islamophobia in France: National Report 2017", in Enes Bayraklı and Farid Hafez, *European Islamophobia Report 2017*, (SETA, Istanbul: 2018), pp. 215-246.

physiques (3%), 568 des discriminations dans l'emploi ou l'éducation (84%), et 88 des insultes verbales (13%).²⁷ Parmi ces victimes, 70 % sont des femmes et 30 % des hommes. Le CCIF interprète cette augmentation des attaques islamophobes comme la conséquence de la normalisation du discours de haine contre les musulmans dans les médias et la sphère politique.²⁸

Enfin, le 23 avril 2019, la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) a publié le rapport annuel sur le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie en France. La CNCDH complète et analyse les rapports produits par le ministère de l'Intérieur, le ministère de la Justice et de nombreuses autres institutions.²⁹ L'approche de la CNCDH est non seulement quantitative mais aussi qualitative et fournit quelques indices pour comprendre le phénomène de l'islamophobie en France. Tout d'abord, la CNCDH est d'accord avec la CCIF et souligne la responsabilité des hommes politiques et des médias dans la construction d'un discours dominant et négatif à l'égard des musulmans.³⁰

La CNCDH soutient également le fait que l'islamophobie est liée à d'autres formes de racisme telles que le sexisme et la xénophobie. Le rapport souligne la sur-représentation des femmes en tant que victimes d'actes islamophobes. Par exemple, le rapport note les difficultés pour de nombreuses femmes musulmanes d'avoir accès à des activités sportives ou culturelles à cause des discriminations dont elles font l'objet.³¹ En effet, en 2018 trois Français sur cinq (59 %) ne considéraient pas le foulard islamique comme compatible avec la société française.³² De plus, la haine de l'islam est fortement corrélée à la haine des immigrés; musulmans et immigrés étant perçue comme la cause de «l'insécurité culturelle».³³ Enfin, le rapport démontre que le rejet de l'islam et le rejet de la laïcité sont liés.³⁴ Par conséquent, l'islamophobie en France repose avant tout sur un discours nationaliste et un imaginaire d'extrême

27. Collectif Contre L'islamophobie en France, "Rapport CCIF 2019, Rapport sur l'Islamophobie pendant l'année 2018", 15 mars 2019, p. 9, <http://www.islamophobie.net/wp-content/uploads/2019/03/Rapport-CCIF-2019.pdf>, (Access date: 1 septembre 2019).

28. Ibid., p.4.

29. Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme (CNCDH), "*Rapport sur la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie*", p. 4, (Paris: avril 2019), https://www.cncdh.fr/sites/default/files/essentiels_rapport_racisme_2018_vdef_1.pdf, (Access date: 1 septembre 2019).

30. Ibid., p. 28.

31. Ibid., p. 29. Voir aussi: Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme (CNCDH), "*Avis sur la lutte contre le racisme et les discriminations dans le sport*", (Paris: novembre 2018), <https://www.cncdh.fr/fr/actualite/avis-sur-la-lutte-contre-le-racisme-et-les-discriminations-dans-le-sport>.

32. Ibid., p. 26.

33. Ibid., p. 29.

34. Ibid., p. 26.

droite de la race, de la terre et de la culture, et non sur la défense de la liberté et des valeurs laïques comme le prétendent de nombreux islamophobes.

Selon «l'indice de tolérance» de la CNCDH, les musulmans (en vert) et les Nord-africains (en rouge) sont les minorités les moins tolérées en 2018. Le rapport indique néanmoins que «l'année 2018 est une année record pour l'acceptation des musulmans et de l'islam» par rapport aux années précédentes.³⁵ (Fig. 1)

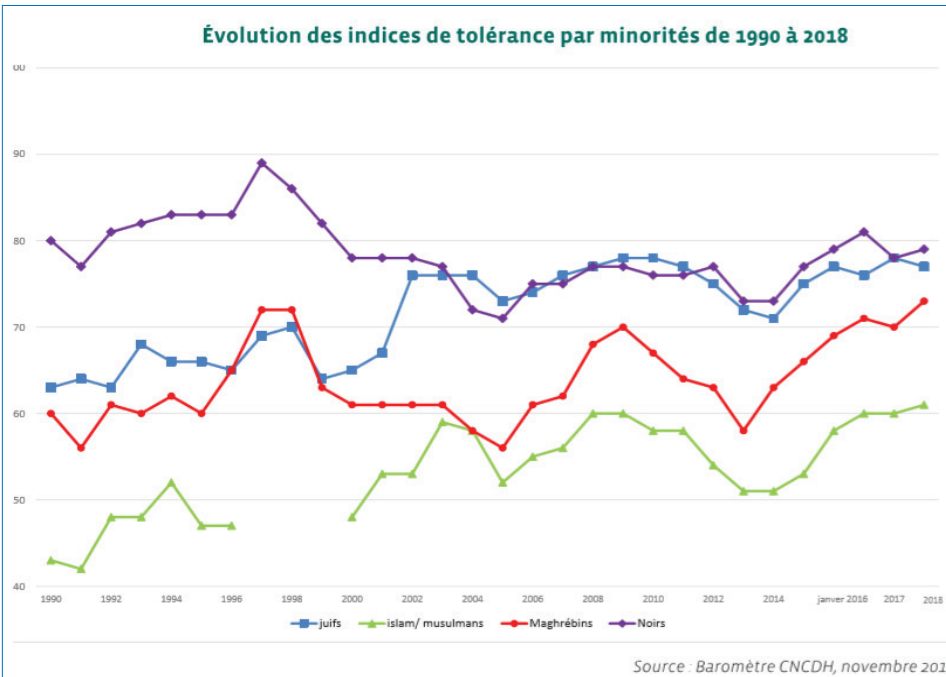


Figure 1 : Évolution de «l'indice de tolérance» de 1990 à 2018. Cet indice indique dans quelle mesure les Français tolèrent les minorités : les noirs (en violet), les juifs (en bleu), les nord-africains (en rouge), les musulmans (en vert).³⁶

Les musulmans français ont déjà assimilé cette aversion générale. Le Centre d'étude sur les Conflits – Liberté et Sécurité (CCLS) a publié le 11 octobre 2018 une étude quantitative intitulée «Les effets de la lutte contre le terrorisme et la radicalisation sur les populations musulmanes en France». Cette étude montre les dommages causés par la politique antiterroriste française sur l'ensemble de la communauté musulmane depuis 2015.³⁷

35. Ibid., p. 9.

36. Ibid., p. 9.

37. Francesco Ragazzi, Stephan Davidshofer, Sarah Perret, Amal Tawfik, «Les effets de la lutte contre le terrorisme et la radicalisation sur les populations musulmanes en France», Centre d'étude sur les Conflits – Liberté et Sécurité (CCLS), (Paris: octobre 2018), <https://antiterrorisme-droits-libertes.org/spip.php?article50>, (Access date: 1 septembre 2019).

Selon cette étude, les musulmans se sentent discriminés dans de nombreux domaines (santé, école, logement, police, emploi, vie quotidienne) et ce, de manière beaucoup plus importante que les non-musulmans : 2,2 fois plus lors de la recherche d'un logement ; 3,2 fois plus à l'école ; 5,3 fois plus lors des interactions avec la police.³⁸

De plus, les musulmans s'autocensurent : 41,7% des musulmans âgés de 45 à 64 ans déclarent demander à leurs enfants de «faire attention à ce qu'ils disent à l'école» pour éviter d'être discriminés. De même, «environ un musulman sur trois dit qu'il 'évite de dire ce qu'il pense' sur des questions controversées liées à la politique étrangère (30,6%) ou à la société (30,5%)».³⁹

Comme mentionné ci-dessus, l'approche de l'État en matière de sécurité et de lutte contre le terrorisme à l'égard des musulmans renforce l'aversion et la discrimination à l'égard de cette minorité religieuse.⁴⁰ Afin de limiter les risques d'oppression et d'injustice envers les musulmans, la rapporteuse spéciale pour la promotion et la protection des droits de l'homme et des droits fondamentaux, Fionnuala D. Ní Aoláin, appelle à plus de transparence sur la politique antiterroriste et à une plus grande sensibilisation de la population à l'islamophobie.⁴¹

ATTAQUES PHYSIQUES ET VERBALES

En 2018, au-delà des entreprises individuelles, les attaques physiques islamophobes ont été le fait de groupes organisés. Le 10 janvier 2018, trois membres du groupe d'extrême droite Génération Identitaire ont attaqué physiquement une jeune femme en utilisant du gaz lacrymogène et en la frappant à quatre reprises.⁴² La scène a été filmée par un journaliste et diffusée sur la chaîne de télévision anglaise *Al-Jazeera* en décembre 2018. Dans le documentaire intitulé «Generation Hate», on entend l'un des agresseurs utiliser le terme péjoratif de «rebeu» avant de

38. Ibid.

39. Ibid.

40. "France: Les Nouvelles Lois Antiterroristes Risquent De Porter Atteinte Aux Droits Et Libertés Fondamentaux, Selon Une Experte De L'ONU", United Nations Human Rights, 23 may 2018, <https://www.ohchr.org/FR/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=23130&LangID=F>, (Access date: 1 septembre 2019).

41. "Droits De L'homme Et Lutte Antiterroriste: La Rapporteuse Spéciale Des Nations Unies Sur La Promotion Et La Protection Des Droits De L'homme Et Des Libertés Fondamentales Dans La Lutte Antiterroriste Conclut Sa Visite En France", United Nations Human Rights Special Procedures, 23 mai 2018, https://antiterrorisme-droits-libertes.org/IMG/pdf/visite_france_-_rapport_pre_liminaire_-_rapporteuse_spe_ciale_nu_-_23_mai_2018.pdf, (Access date: 1 septembre 2019).

42. Aljazeera English, "Generation Hate", décembre 2018, <https://www.aljazeera.com/investigations/generation-hate/>, (Access date: 2 septembre 2019).

frapper la femme. Une enquête a été ouverte et les trois personnes ont été poursuivies pour violence aggravée.⁴³ (Fig. 2)⁴⁴



Figure 2 : Capture d'écran du documentaire "Generation Hate" diffusé par Al Jazeera English, où l'on voit trois hommes attaquer une jeune femme musulmane.⁴⁵

Cet événement s'est déroulé dans un contexte de résurgence des groupes violents d'extrême droite. Le 27 avril 2018, le journal *Libération* a révélé deux notes des services de renseignement français faisant état de la montée des groupes antimusulmans et anti-arabes. Les notes indiquent que «La multiplication des attentats islamistes en France depuis janvier 2015 a été évidemment interprétée par l'extrême droite radicale comme une légitimation de ses thèses sur la menace immigrée, l'insécurité, la faillite d'une société multiculturelle honnie ». Les notes affirment également que de nombreux anciens soldats et policiers font partie de ces groupes, au même titre que de nombreux citoyens originaires d'ex-Yougoslavie. Ces notes soulignent le risque d'attaques terro-

43. Gilles Durand, "Lille: L'agression, Menée Par Des Identitaires Contre Une Jeune Fille Et Filmée Par Al Jazeera, Était-Elle Raciste?", 20 Minutes, 10 mai 2019, <https://www.20minutes.fr/lille/2514823-20190510-video-lille-agression-menee-identitaires-contre-jeune-fille-filmee-al-jazeera-raciste>, (Access date: 2 septembre 2019).

44. "Racisme, violence, salut nazi... Un journaliste a infiltré Génération identitaire et le bar La citadelle à Lille", France 3 Regions, 19 décembre 2018, <https://france3-regions.francetvinfo.fr/hautes-de-france/nord-0/lille/video-racisme-violence-salut-nazi-journaliste-infiltre-generation-identitaire-bar-citadelle-lille-1590131.html>, (Access date: 2 septembre 2019).

45. Aljazeera English, "Generation Hate", décembre 2018, <https://www.aljazeera.com/investigations/generation-hate/>, (Access date: 2 septembre 2019).

ristes contre les musulmans.⁴⁶ Dans un article récent, le journal en ligne *Mediapart* a révélé que les services de renseignement français suivent environ 350 membres radicalisés d'extrême droite qui possèdent une ou plusieurs armes à feu.⁴⁷ Parmi eux, 147 sont « fichés » (contre 11.152 individus surveillés pour radicalisation islamiste).⁴⁸ Le même média avait déjà révélé le 9 avril 2018 que les services de renseignement français suivaient une cinquantaine de policiers, soldats et gendarmes en relation avec des réseaux d'extrême-droite violents et antimusulmans. Parmi eux se trouvent d'anciens soldats qui ont combattu en Afghanistan et en Irak.⁴⁹

Quelques mois plus tard, en juin 2018, la police française a arrêté plusieurs membres du groupe terroriste d'extrême droite « Action des forces opérationnelles » (AFO) qui prévoyait de commettre des attentats terroristes contre les musulmans français à travers notamment l'empoisonnement des aliments halal, le meurtre de centaines d'imams, des attaques physiques contre des femmes musulmanes et la dégradation de ce qu'ils considéraient comme étant des mosquées « radicales ».⁵⁰ Dix personnes ont été arrêtées, tous chasseurs ou tireurs sportifs. La police a également trouvé dans différents endroits des installations d'armes tels que des laboratoires de fabrication d'explosifs. Ils ont saisi 15 armes de poing, dont certaines appartenaient légalement à leur propriétaire. Selon la police, l'AFO est un réseau d'une centaine de membres qui planifiaient ensemble des attaques terroristes et des sessions d'entraînement pour « résister à l'islam ».⁵¹

46. Willy Le Devin, "Ultradroite Les Fachos Chauffés À Blanc", *Libération*, 27 avril 2018, https://oeilsurlefront.liberation.fr/les-idees/2018/04/27/ultradroite-les-fachos-chauffes-a-blanc_1646451, (Access date: 2 septembre 2019).

47. Matthieu Suc et Marine Turchi, "Révélations Sur Des 'Patriotes' Qui Projetaient Des Attentats Islamophobes", *Mediapart*, 1 avril 2019, <https://www.mediapart.fr/journal/france/010419/revelations-sur-des-patriotes-qui-projetaient-des-attentats-islamophobes>, (Access date: 2 septembre 2019).

48. Jean Chichizola, "Sept Mosquées Radicales Ont Été Fermées En Un An", *Le Figaro*, 10 avril 2019, <http://www.lefigaro.fr/actualite-france/sept-mosquees-radicales-ont-ete-fermees-en-un-an-20190410>, (Access date: 2 septembre 2019).

49. Matthieu Suc et Marine Turchi, "Forces De L'ordre Liées À L'ultra-Droite Violente: La DGSi S'inquiète", *Mediapart*, 9 avril 2019, <https://www.mediapart.fr/journal/france/090418/forces-de-l-ordre-liees-l-ultra-droite-violente-la-dgsi-s-inquiete>, (Access date: 2 septembre 2019).

50. "Groupe AFO: Nouveaux Éléments De L'enquête", CCIF, 28 juin 2018, <http://www.islamophobie.net/2018/06/28/groupe-afo-nouveaux-elements-de-lenquete/>, (Access date: 2 septembre 2019); Willy Le Devin, "Qui Se Cache Derrière L'afo, Le Groupuscule D'extrême Droite Qui Prévoyait De S'en Prendre À Des Musulmans?", *Libération*, 25 juin 2018, https://www.liberation.fr/france/2018/06/25/qui-se-cache-derriere-l-afo-le-groupuscule-d-extreme-droite-qui-prevoyait-de-s-en-prendre-a-des-musu_1661843, (Access date: 2 septembre 2019); Elise Vincent, "Ce Que Révèle L'enquête Sur Les Projets D'attentats De L'ultradroite Visant Des Musulmans", *Le Monde*, 5 septembre 2018, https://www.lemonde.fr/societe/article/2018/09/04/quand-l-ultradroite-visait-des-musulmans_5349917_3224.html, (Access date: 2 septembre 2019).

51. "La Cellule D'extrême Droite Voulait S'en Prendre Aux Musulmans", *Mediapart*, 5 septembre 2018, <https://www.mediapart.fr/journal/france/050918/la-cellule-d-extreme-droite-voulait-s-en-prendre-aux-musulmans>, (Access date: 2 septembre 2019).

Sur son site internet intitulé «Guerre de France», le groupe appelle à se préparer à une guerre civile⁵² par la «préparation des citoyens-soldats français à combattre sur le territoire national» contre la «menace islamiste».⁵³ Selon Mediapart, l'AFO est liée à «Volontaires pour la France» (VPF), un groupe politique d'extrême droite de 800 membres créé après l'attaque terroriste de 2015. Le site web du VPF indique que le groupe vise à «défendre l'identité française» et à «lutter contre l'islamisation du pays».⁵⁴

Le 23 juillet 2018, la police française a arrêté trois autres personnes soupçonnées d'appartenir à l'AFO.⁵⁵ L'une d'entre elles était un ancien membre du groupe Volontaires pour la France (VPF), et les deux autres étaient des femmes qui avaient participé à toutes les réunions de ce groupe terroriste d'extrême droite. Elles envisageaient d'assassiner le chanteur Médine et le djihadiste Djamel Beghal après sa libération de prison. Quelques semaines plus tard, les services de renseignement français ont averti le chanteur Médine qu'une attaque terroriste était prévue contre son futur concert au Bataclan.⁵⁶ Le chanteur a annoncé l'annulation de ce concert sur Twitter le 21 septembre 2018.⁵⁷

Enfin, il est important de noter que le journal *Le Parisien* a publié une interview du leader du groupe terroriste AFO Guy Sibra le 31 juillet 2018, lui donnant l'occasion de justifier ses actes et de normaliser ses idées.⁵⁸ (Fig. 3)

52. "AFO, Le Groupuscule D'ultradroite Qui Prepare Ses Membres À La Guerre", BFM TV, 25 juin 2018, <https://www.bfmtv.com/police-justice/afo-un-groupuscule-d-ultradroite-qui-prepare-ses-membres-a-la-guerre-1477563.html>, (Access date: 2 septembre 2019).

53. "4 Questions Sur Lafo, Le Groupuscule D'ultradroite Qui Voulait Attaquer Des Musulmans", L'OBS, 25 juin 2018, <https://www.nouvelobs.com/societe/20180625.OBS8673/4-questions-sur-l-afo-le-groupuscule-d-ultradroite-qui-voulait-attaquer-des-musulmans.html>, (Access date: 2 septembre 2019).

54. Matthieu Suc, Marine Turchi and Jacques Massey, "Coup De Filet Au Sein D'une Cellule Clandestine De L'ultra-Droite", Mediapart, 24 juin 2018, <https://www.mediapart.fr/journal/france/240618/coup-de-filet-au-sein-d-une-cellule-clandestine-de-l-ultra-droite?onglet=full>, (Access date: 2 septembre 2019).

55. "Ultradroite. Les Groupuscule Anti-Musulmans 'AFO' Voulait Tuer Le Rappeur Médine", Ouest France, 25 juillet 2018, <https://www.ouest-france.fr/societe/faits-divers/ultradroite-le-groupuscule-anti-musulmans-afo-voulait-tuer-le-rappeur-medine-5895971>, (Access date: 2 septembre 2019).

56. Mathieu Suc and Marine Turchi, "Révélations Sur Des 'Patriotes' Qui Projetaient Des Attentats Islamophobes", Mediapart, 1 avril 2019, https://www.mediapart.fr/journal/france/010419/revelations-sur-des-patriotes-qui-projetaient-des-attentats-islamophobes?page_article=2, (Access date: 2 septembre 2019).

57. Benjamin Andria, "Médine Annonce L'annulation De Ses Concerts Au Bataclan", Saphir News, 21 septembre 2018, https://www.saphirnews.com/Medine-annonce-l-annulation-de-ses-concerts-au-Bataclan_a25621.html, (Access date: 2 septembre 2019).

58. Jérémie Pham-Lê, "Ultradroite: Les Confidences Du Fondateur Du Groupuscule AFO", *Le Parisien*, 31 juillet 2018, <http://www.leparisien.fr/faits-divers/ultradroite-les-confidences-du-fondateur-du-groupuscule-afo-31-07-2018-7839537.php>, (Access date: 3 septembre 2019).



Figure 3 : à droite, Guy Sibra, le chef du groupe AFO ; à gauche, une capture d'écran de l'article du Parisien qui donne à Guy Sibra l'occasion de justifier son entreprise terroriste. Le contraste entre les images montre clairement comment *Le Parisien* minimise le danger que représente l'AFO.⁵⁹

Outre ces entreprises terroristes, de nombreuses attaques visant principalement des femmes ont eu lieu en 2018. Par exemple, en janvier 2018 deux jeunes femmes portant le foulard ont été attaquées par un habitant de leur quartier en raison de leur appartenance réelle ou supposée à l'islam. L'agresseur a été reconnu coupable le 9 janvier 2019 par le tribunal correctionnel de Meaux.⁶⁰

L'ONG «Coordination contre le racisme et l'islamophobie» (CRI) a également enregistré deux agressions contre des femmes musulmanes. Fin 2017 et début 2018, une femme française sexagénaire a agressé physiquement et menacé à plusieurs reprises des mères musulmanes à Perpignan alors qu'elles amenaient leurs enfants à l'école. Toutes ces mères portaient le foulard.⁶¹ Le 22 mars 2018, un médecin de l'hôpital de Perpignan a agressé verbalement une jeune femme musulmane à cause de son foulard. Le médecin a déclaré à sa patiente que le port du hijab à l'hôpital et dans l'espace public était interdit par la loi française.⁶²

59. Yleanna Robert, "Charente-Maritime: Guy Sibra, Chef De File Présumé Du Réseau D'ultradroite AFO, S'exprime Pour La Première Fois", France 3 Régions, 1 août 2018, <https://france3-regions.francetvinfo.fr/nouvelle-aquitaine/charente-maritime/la-rochelle/charente-maritime-guy-sibra-chef-file-presume-du-reseau-ultradroite-af-s-exprime-premiere-fois-1520600.html>, (Access date: 3 septembre 2019); Jérémie Pham-Lê, "Ultradroite: Les Confidences Du Fondateur Du Groupuscule AFO", *Le Parisien*, 31 juillet 2018, <http://www.leparisien.fr/faits-divers/ultradroite-les-confidences-du-fondateur-du-groupuscule-af-31-07-2018-7839537.php>, (Access date: 3 septembre 2019).

60. Collectif Contre L'islamophobie en France, "Rapport CCIF 2019, Rapport Sur l'Islamophobie Pendant L'année 2018", 15 mars 2019, p. 4, <http://www.islamophobie.net/wp-content/uploads/2019/03/Rapport-CCIF-2019.pdf>, (Access date: 3 septembre 2019).

61. "Agressions Islamophobes À Perpignan", Coordination contre le Racisme et l'Islamophobie (CRI), 28 février 2018, <http://www.criFrance.com/actu-islamophobie/agressions-islamophobes-perpignan>, (Access date: 3 septembre 2019).

62. "Discrimination Islamophobe À L'hôpital De Perpignan", Coordination contre le Racisme et l'Islamophobie (CRI), 30 avril 2018, <http://www.criFrance.com/actu-islamophobie/discrimination-islamophobe-a-l>, (Access date: 3 septembre 2018).

De plus, en septembre et octobre 2018, une femme est entrée dans la piscine de Rennes alors qu'elle portait un burkini, provoquant un débat houleux parmi les autres nageurs ainsi qu'au sein du conseil municipal. L'opposition de droite a condamné une «norme très rétrograde de l'islam» tandis que la majorité socialiste a répondu que «la loi de 1905 n'établit pas la police du vêtement».⁶³

EMPLOI

En mars 2018, le centre Institute of Labor Economics (IZA) a publié une étude intitulée «Les discriminations antimusulmanes en France : Preuves d'une expérience de terrain» («Anti-Muslim Discrimination in France: Evidence from a Field Experiment»). Cette enquête menée en France avant les attentats de 2015 - et donc avant l'état d'urgence - démontre la discrimination des musulmans sur le marché du travail. L'étude compare l'attitude des entreprises face au CV d'immigrés de culture musulmane et de culture chrétienne qui sont originaires du même pays mais dont la religiosité varie.

Sur la base des réponses à plus de 6 200 offres d'emploi, les résultats révèlent un léger désavantage pour les musulmans lorsqu'ils ne sont pas religieux. Cependant, les musulmans sont d'autant plus discriminés qu'ils sont religieux, alors que l'inverse se produit pour les chrétiens. Par conséquent, les musulmans religieux doivent soumettre deux fois plus de candidatures que les chrétiens religieux avant d'être rappelés par les recruteurs.⁶⁴

Ici, la religion est le critère de discrimination. Il est intéressant de noter que les hommes sont plus touchés par cette discrimination que les femmes. Le taux de rappel des candidats (hommes et femmes) de culture musulmane est de 11,7% contre 18,4% pour les chrétiens. Pourtant, le taux de rappel des candidats masculins de culture musulmane est de 4,7 % contre 17,9 % pour les hommes chrétiens. Selon Marie-Anne Valfort, l'auteure de l'enquête, il existe un «effet musulman» distinctif puisque cette discrimination ne se retrouve pas pour les personnes identifiées comme juives.⁶⁵

63. Solenne Durox, «Le Burkini Refait Parler De Lui Dans Les Piscines», *Le Parisien*, 27 septembre 2018, <http://www.leparisien.fr/societe/le-burkini-refait-parler-de-lui-dans-les-piscines-27-09-2018-7904727.php>, (Access date: 3 septembre 2019); Samuel Nohra, «Pourquoi Le Burkini Est Autorisé Dans Les Piscines Rennaises», *Ouest France*, 26 septembre 2018, <https://www.ouest-france.fr/bretagne/rennes-35000/le-burkini-est-bien-autorise-dans-les-piscines-rennaises-5986896> (Access date: 3 septembre 2019).

64. Marie-Anne Valfort, «Anti-Muslim Discrimination in France: Evidence from a Field Experiment», *IZA Institute of Labor Economics*, (Bonn: mars 2018), <http://ftp.iza.org/dp11417.pdf>, (Access date: 3 septembre 2019).

65. Ibid. Voir aussi : Léa Polverini, «Pour Obtenir Des Réponses, Les Musulmans Doivent Envoyer 1,6 Fois Plus De Candidatures D'emploi Que Les Chrétiens», *Slate.fr*, 6 avril 2018, <http://www.slate.fr/story/160003/candidatures-emploi-musulmans-chretiens>, (Access date: 3 septembre 2019).

Le racisme antimusulman se manifeste également dans les entreprises. En 2018, une consultante en ressources humaines musulmane a été licenciée de son entreprise après avoir dénoncé son directeur pour des insultes sexistes et islamophobes répétées.⁶⁶

Le Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF) a signalé deux cas de discrimination sur le marché du travail. En novembre 2018, la directrice d'un centre de formation a demandé à une stagiaire d'enlever son foulard pour qu'elle puisse continuer le programme.⁶⁷ Le 30 novembre 2018, une exposante du marché de Noël de Saint-Gratien a été appelée à fermer son stand par le maire de la ville au seul motif qu'elle portait le foulard. Accompagnée par la CCIF, la victime a porté plainte et a intenté une action contre le maire Julien Bachard (Les Républicains).⁶⁸

ÉDUCATION

En 2018, l'islamophobie dans le domaine de l'éducation vise principalement les signes d'appartenance à l'islam tels que le foulard, la viande halal ou la langue arabe. Certains politiciens français comme le député du parti Les Républicain Julien Aubert ont par exemple demandé l'interdiction du hijab dans les universités françaises (le hijab étant déjà interdit de l'école primaire au lycée).⁶⁹ De même, en septembre 2018, certains étudiants musulmans des Instituts de formation en soins infirmiers (IFSI) se sont plaints de leur direction qui «interdisait les signes religieux» et «contrôlait la taille de leurs bandeaux». L'intervention conjointe de la CCIF et du Défenseur des droits a permis de modifier le règlement intérieur de l'institut.⁷⁰

En septembre 2018, plusieurs parents se sont plaints auprès de la direction de l'école maternelle de Vénissieux après la modification du règlement intérieur qui imposait au personnel de la maternelle de servir tout le repas aux enfants, même lorsque ces derniers contiennent de la viande et que les parents s'y opposaient. Le 17 octobre 2018, le président du Tribunal de première instance a suspendu ce

66. Zoubi Dah, "Licenciée pour avoir Balancé son Boss: Actes I et II", Lallab, 10 April 2019, <http://www.lallab.org/licenciee-pour-avoir-balance-son-boss-acte-i-et-ii/>, (Access date: 3 September 2019).

67. Collectif Contre L'islamophobie en France, "Rapport CCIF 2019, Rapport Sur l'Islamophobie Pendant L'année 2018", 15 mars 2019, <http://www.islamophobie.net/wp-content/uploads/2019/03/Rapport-CCIF-2019.pdf>, (Access date: 3 septembre 2019).

68. Ibid.

69. Julien Aubert, "Livre tricolore sur les islam(s)", 16 novembre 2018, <https://mailchi.mp/e2ed8d6796c1/telecharger-le-livre-tricolore-sur-les-islams>, (Access date: 3 septembre 2019).

70. Collectif Contre L'islamophobie en France, "Rapport CCIF 2019, Rapport Sur l'Islamophobie Pendant L'année 2018", 15 mars 2019, <http://www.islamophobie.net/wp-content/uploads/2019/03/Rapport-CCIF-2019.pdf>, (Access date: 3 septembre 2019).

règlement en l'absence de toute contrainte technique ou financière justifiant la modification du règlement intérieur.⁷¹

Le 10 septembre 2018, le ministre de l'Éducation nationale Jean-Michel Blanquer a proposé de renforcer l'enseignement de la langue arabe dans les écoles publiques françaises aux côtés du russe et du chinois. Sa proposition fait alors suite à la publication du rapport de Karim El Karoui sur «la fabrique de l'islamisme», qui recommandait d'organiser l'enseignement de l'arabe à l'école plutôt qu'à la mosquée comme voie de lutte contre l'islamisme.⁷² Au-delà de cet amalgame entre enseignement de la langue arabe et radicalisation, cette proposition a suscité de vives critiques de la part des partis de droite et d'extrême droite. L'ancien ministre de l'éducation Luc Ferry a même déclaré qu'il voyait dans cette proposition le «risque d'introduire l'islamisme dans l'enseignement public».⁷³ Pourtant, le nombre d'élèves étudiant la langue arabe à l'école reste insignifiant. Seul un enfant sur mille étudie l'arabe à l'école primaire pour deux sur mille au collège.⁷⁴

POLITIQUE

Comme les années précédentes, l'année 2018 a été le témoin de nombreuses polémiques autour de l'islam que ce soit entre partis politiques ou au sein de ces derniers. Cette partie analyse tout d'abord la façon dont les principaux partis politiques ont utilisé les idées islamophobes en 2018. Ensuite, elle montre comment le débat sur l'organisation de «l'islam de France» a impliqué une rhétorique islamophobe.

La position du parti présidentiel et majoritaire à l'assemblée nationale, La République en Marche, sur l'islam est assez ambiguë. Alors que le président Macron semblait dans un premier temps promouvoir une interprétation libérale de la laïcité et de la loi de 1905 sur la séparation des Églises et de l'État,⁷⁵ il n'a cessé en 2018 de répéter que l'islam en France devait être réorganisé par l'État afin d'évi-

71. "Crèche: Victoire Des Vénissians, La Municipalité Sommée De Respecter La Loi", Collectif Contre L'islamophobie en France, 18 octobre 2018, <https://www.islamophobie.net/2018/10/18/creche-victoire-des-venissians-la-municipalite-sommee-de-respecter-la-loi/>, (Access date: 3 septembre 2019).

72. Ce rapport intitulé «La fabrique de l'islamisme» est analysé un peu plus en détail dans la section «Politique» ci-dessous.

73. "Enseigner L'arabe À L'école: 'Une Fausse Bonne Idée', Estime Luc Ferry", Europe 1, 11 septembre 2018, <https://www.europe1.fr/societe/enseigner-larabe-a-lecole-une-fausse-bonne-idee-pour-luc-ferry-3752588>, (Access date: 3 septembre 2019).

74. Nafa Yafi, "Pourquoi L'enseignement De L'arabe En France Suscite-T-Il La Polémique?", Orient XXI, 25 septembre 2018, <https://orientxxi.info/va-comprendre/pourquoi-l-enseignement-de-l-arabe-en-france-suscite-t-il-la-polemique,2645>, (Access date: 3 septembre 2019).

75. Arnaud Bevilacqua, "L'islam Et Le Voile Selon Emmanuel Macron", La Croix, 16 avril 2018, <https://www.la-croix.com/Religion/Islam/Lislam-voile-selon-Emmanuel-Macron-2018-04-16-1200932084>, (Access date: 3 septembre 2019).

ter toute radicalisation.⁷⁶ En outre, Emmanuel Macron et le parti présidentiel ont pris certaines décisions qui renforcent une approche exclusivement sécuritaire des musulmans. En guise d'exemple, la loi antiterroriste d'octobre 2017 qui a été largement appliquée tout au long de l'année 2018. Les Nations Unies,⁷⁷ la Ligue des droits de l'homme et le Conseil constitutionnel français⁷⁸ ont fait part de leurs préoccupations quant aux conséquences de cette loi sur les musulmans.

Certains ministres ont également participé à la diffusion d'un climat islamophobe dans la société française. Le 3 octobre 2018, l'ancien ministre français de l'Intérieur, Gérard Collomb, a ainsi déclaré dans son discours de démission : « On vit côte à côte, je crains que demain on ne vive face à face ». Il a donc implicitement présenté les musulmans français et les non-musulmans français comme des ennemis se faisant face. Le même mois, Emmanuel Macron a nommé Christophe Castaner au poste de ministre de l'Intérieur, qui a affirmé le 9 décembre 2017 que les parents qui accompagnaient leurs enfants lors de voyages scolaires ne devaient pas être autorisés à porter des symboles religieux (c'est-à-dire le voile).⁷⁹ De même, de nombreux députés du parti présidentiel ont explicitement manifesté leur aversion pour le hijab et ont associé le foulard à la radicalisation et à l'islam politique.⁸⁰

Les Républicains, deuxième parti à l'Assemblée nationale, a vu en 2018 son discours idéologique viré à l'extrême droite sous l'impulsion de son président de l'époque Laurent Wauquiez.⁸¹ En avril 2018, le journal *l'Opinion* s'est même demandé si « les Républicains [ne] sont-ils [pas] devenus d'extrême droite »⁸² car la différence entre ce parti et le Rassemblement National de Marine Le Pen est devenue très mince sur les questions d'immigration, d'islam et de lutte contre le

76. Timothée Vilars, « Capitalisme Populaire, 'Règles' Pour L'islam: Ce Qu'il Faut Retenir Du Congrès De Macron », L'OBS, 9 juillet 2018, <https://www.nouvelobs.com/politique/20180709.OBS9395/capitalisme-populaire-regles-pour-l-islam-ce-qu-il-faut-retenir-du-congres-de-macron.html> (Access date: 3 septembre 2019).

77. « France: Les Nouvelles Lois Antiterroristes Risquent De Porter Atteinte Aux Droits Et Libertés Fondamentaux, Selon Une Experte De L'ONU », United Nations Human Rights, 23 mai 2018, <https://www.ohchr.org/FR/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=23130&LangID=F> (Access date: 3 septembre 2019).

78. « Trente Ans De Legislation Antiterroriste », Vie Publique, 3 mars 2018, <https://www.vie-publique.fr/chronologie/chronos-thematiques/trente-ans-legislation-antiterroriste.html>, (Access date: 3 septembre 2019).

79. Hanan Ben Rhouma, « Quand Christophe Castaner S'égare Sur Le Statut Du Voile Dans L'espace Public », Saphir News, 29 Décembre 2017, https://www.saphirnews.com/Quand-Christophe-Castaner-s-egare-sur-le-statut-du-voile-dans-l-espace-public-video_a24806.html, (Access date: 3 septembre 2019).

80. See examples in Media and Internet sections below in this report.

81. « Islam, FN, Immigration... Laurent Wauquiez Droit Dans Ses Bottes Dans », L'Emission Politique, LCI, 26 janvier 2018, <https://www.lci.fr/politique/islam-fn-immigration-laurent-wauquiez-droit-dans-ses-bottes-dans-l-emission-politique-lea-salame-france-2-2076944.html>, (Access date: 3 septembre 2019).

82. Caroline Vigoureux et Joann Mathias, « Les Républicains Sont-Ils Devenus D'extrême Droite? » *L'Opinion*, 20 avril 2018, <https://www.lopinion.fr/video/decryptage/republicains-sont-ils-devenus-d-extreme-droite-147944>, (Access date: 3 septembre 2019).

terrorisme. Un ancien membre du parti a d'ailleurs condamné cette stratégie dans le livre *Le Dangereux*, en référence à Laurent Wauquiez, publié en janvier 2018.⁸³ Ainsi en mars 2018, Laurent Wauquiez a accusé Macron de «naïveté contre le terrorisme» après une attaque terroriste dans le sud de la France.⁸⁴ En juin 2018, il a tenté de former une alliance entre son parti et le Sens Commun⁸⁵, un groupe de réflexion d'extrême droite.⁸⁶ En juin 2018, il a supervisé la diffusion de tracts politiques utilisant une rhétorique antimusulmane et xénophobe.⁸⁷ (Fig. 4)

les IR
Républicains

POUR QUE LA FRANCE RESTE LA FRANCE

LA RÉALITÉ DE NOTRE PAYS

IL N'Y A JAMAIS EU AUTANT D'IMPÔTS
Et Emmanuel Macron les augmente cette année de + 4,5 milliards d'euros : CSG sur les retraités, gaz, fioul, gasoil, essence...

IL N'Y A JAMAIS EU AUTANT D'IMMIGRÉS
Et Emmanuel Macron laisse entrer un nombre d'immigrés jamais vu depuis 43 ans en nous disant que « c'est une chance ».

IL N'Y A JAMAIS EU UN TEL RISQUE TERRORISTE
Et Emmanuel Macron nous sort de l'état d'urgence, refuse la déchéance de nationalité et n'a expulsé que 20 étrangers islamistes en un an.

IL N'Y A JAMAIS EU UNE TELLE PRESSION COMMUNAUTARISTE
Et Emmanuel Macron refuse de défendre la laïcité, affirme qu'il n'y a pas une culture française et fait l'éloge de la diversité.

IL N'Y A JAMAIS EU UNE TELLE FLAMBÉE DE DÉLINQUANCE
Et Emmanuel Macron veut moins de peines de prison et abandonne son objectif de construction de places de prison.

IL N'Y A JAMAIS EU DE TELLES FRACTURES TERRITORIALES
Et Emmanuel Macron injecte des milliards d'euros supplémentaires dans la politique de la ville sans aucune politique des campagnes et s'acharne contre les automobilistes : 80 km/h généralisé, hausse de taxe sur les carburants sans précédent.

Figure 4 : Tract politique diffusé par le parti Les Républicains à ses membres. Intitulé «Pour que la France reste la France», ce tract participe à la diffusion de la peur des immigrés et du multiculturalisme en général.⁸⁸

83. Caroline Girardon, "Wauquiez Porte Un Projet Qui Est Une Sorte De Programme En Stereo Du FN", Prévient Philippe Langenieux, Auteur De 'Le Dangereux', 20 Minutes, 18 janvier 2018, <https://www.20minutes.fr/politique/2203835-20180118-wauquiez-porte-projet-sort-programme-stereo-fn-previent-philippe-langenieux-auteur-dangereux>, (Access date: 3 septembre 2019).

84. "Wauquiez Et Le Pen Accusent Macron De Naïveté Face Au Terrorisme", France 24, 26 mars 2018, <https://www.france24.com/fr/20180326-france-attentat-trebes-laurent-wauquiez-marine-le-pen-accusent-emmanuel-macron-naivete>, (Access date: 4 septembre 2019).

85. Sens Commun est un groupe de réflexion créé lors des manifestations contre le mariage homosexuel «Manif pour tous» en 2013. Ce groupe de réflexion vise à imposer ses valeurs d'inspiration catholique à l'opinion publique, notamment sur des sujets tels que la famille, l'identité et l'immigration. En 2017, Christophe Billan, l'ancien président de Sens Commun, a explicitement appelé à l'unification de tous les mouvements de droite (y compris l'extrême droite et le Rassemblement National) autour de "l'identité chrétienne". See: Lucie Delaporte, "La vidéo vérité qui révèle les ambitions de Sens commun", Mediapart, 13 octobre 2017, <https://www.mediapart.fr/journal/france/131017/la-video-verite-qui-revele-les-ambitions-de-sens-commun>, (Access date: 4 septembre 2019).

86. "Après Avoir Limogé Virginie Calmels, Laurent Wauquiez S'apprête À Renouer Avec Sens Commun", Europe 1, 18 juin 2018, <https://www.europe1.fr/politique/apres-avoir-limoge-virginie-calmels-laurent-wauquiez-sap-prete-a-renouer-avec-sens-commun-3685574>, (Access date: 4 septembre 2019).

87. Romain Brunet, "Laurent Wauquiez Et L'extrême Droite À Un Tract Près", France 24, 8 juin 2018, <https://www.france24.com/fr/20180608-france-republicains-tract-laurent-wauquiez-derive-extreme-droite>, (Access date: 4 septembre 2019).

88. Ibid.

Le Rassemblement National est historiquement le parti qui s'appuie le plus sur une propagande raciste et islamophobe. C'est aussi le parti qui a le plus bénéficié du mouvement des gilets jaunes selon certains sondages d'opinion de décembre 2018 (c'est-à-dire lorsque le mouvement était à son apogée).⁸⁹ En 2018, le parti a continué à diffuser l'idéologie islamophobe comme à son habitude, avec, par exemple, la tentative de fermer la mosquée de Souillac en janvier 2018.⁹⁰ En outre, le Rassemblement national a tenté de renforcer le réseau islamophobe au niveau européen.⁹¹ Le 1er mai 2018, Marine Le Pen a réuni à Nice les plus célèbres islamophobes d'Europe,⁹² parmi lesquels Harald Vilimsky (Autriche), Geert Wilders (Pays-Bas) et Matteo Salvini (Italie) qui avaient déjà demandé la fermeture de mosquées ou comparé le Coran à Mein Kampf. De même, dans un article datant du 28 décembre 2018, Marine Le Pen a qualifié l'Union européenne et le Conseil de l'Europe de «cheval de Troie» de l'islamisation de l'Europe, avertissant que la Cour européenne des droits de l'homme commençait à intégrer les principes de la charia dans sa jurisprudence.⁹³

Suite à l'élection de Macron à la présidence en 2016, le Parti Socialiste a considérablement perdu de son influence sur la politique nationale. Pour cette raison, les femmes et hommes politiques socialistes n'ont pas particulièrement fait les gros titres en 2018, y compris sur l'islam. Pourtant, la diffusion du discours islamophobe est telle que les dirigeants du Parti socialiste ont également puisé dans ce vocabulaire d'extrême droite. En octobre 2018, dans l'émission matinale radio-phonique la plus suivie de France, Olivier Faure, le coordinateur général du Parti socialiste, a ainsi déclaré :

«Il y a une crise identitaire profonde chez un certain nombre de concitoyens. [...] Il existe des endroits où le fait de ne pas être issu de l'immigration peut poser problème à des gens qui vivent dans ces quartiers et qui peuvent se sentir exclus. Il y

89. Caroline Vigoureux, "Sondage Élections Européennes: Les Gilets Jaunes Protestent, Le RN Fait Le Plein", L'Opinion, 12 décembre 2018, <https://www.lopinion.fr/edition/politique/sondage-elections-europeennes-gilets-jaunes-protestent-rn-fait-plein-171734>, (Access date: 4 septembre 2019).

90. "Mosquée De Souillac: Victoire Du Rassemblement National!", Rassemblement National, 10 septembre 2018, <https://rassemblement-national46.fr/2018/09/mosquee-de-souillac-victoire-du-rassemblement-national/>, (Access date: 4 septembre 2019).

91. "Marine Le Pen Souhaite L'ajout D'un Prénom Français Pour Les Personnes Naturalisées", 20 Minutes, 10 novembre 2018, <https://www.20minutes.fr/politique/2374711-20181110-marine-pen-souhaite-ajout-prenom-francais-personnes-naturalisees>, (Access date: 4 septembre 2019).

92. David Perrotin and Paul Aveline, "Racistes, Xenophobes, Islamophobes: Voici Les 'Alliés' Européens De Marine Le Pen Acclamés À Nice", BuzzFeed News, 1 mai 2018, <https://www.buzzfeed.com/fr/davidperrotin/racistes-xenophobes-islamophobes-voici-les-allies-europeens>, (Access date: 4 septembre 2019).

93. Marine Le Pen, "Bientôt La Charia Dans Notre Droit? Ne Nous Parlez Plus Jamais Des Valeurs De L'Union Européenne!", Rassemblement National, 28 décembre 2018, <https://rassemblementnational.fr/communiques/bientot-la-charia-dans-notre-droit-ne-nous-parlez-plus-jamais-des-valeurs-de-lunion-europeenne/>, (Access date: 4 septembre 2019).

a des endroits où des regroupements qui se sont faits, génération après génération, donnent le sentiment qu'on est dans une forme de colonisation à l'envers. [...] Une de mes concitoyennes m'a dit qu'elle avait longtemps voté pour la gauche et qu'elle ne voulait plus le faire car elle avait le sentiment d'être colonisée».⁹⁴

Ce discours utilise la rhétorique xénophobe et antimusulmane issue de la théorie du Grand Remplacement.⁹⁵ D'ailleurs ce n'est pas une surprise si les dirigeants du parti Les Républicains et du parti Rassemblement national ont applaudi ce discours.⁹⁶

La France Insoumise est un parti qui, traditionnellement, fait siennes les revendications des minorités. Pourtant, le parti est divisé entre deux camps: entre ceux qui adoptent une «lutte d'intersectionnalité», c'est-à-dire comprenant les revendications liées au genre et aux minorités, et ceux qui adoptent une approche jacobine et strictement laïque de la lutte sociale (c'est-à-dire s'appuyant sur l'approche marxiste classique de la société).⁹⁷ Cette tension s'est illustrée en novembre 2018, lorsqu'un groupe d'appui parisien du parti (groupe JR Hébert) a organisé une réunion sur «l'entrisme islamiste dans le mouvement syndical».⁹⁸ Quelques jours plus tard, le groupe a été exclu du mouvement, déclenchant une série de débats au sein du parti.

En plus de ces tendances générales au sein des partis, certains politiciens ont individuellement pris part à la diffusion du discours islamophobe. Eric Ciotti - qui avait déclaré en 2016 que François Hollande avait été élu grâce à l'islam politique⁹⁹ - est un bon exemple de ces politiciens français qui tentent de devenir populaires en

94. "Olivier Faure, 'Pour Les Européennes, Nous Avons 7 Listes À Gauche, C'est Du Suicide', France Inter, 25 octobre 2018, <https://www.franceinter.fr/emissions/l-invite-de-8h20-le-grand-entretien/l-invite-de-8h20-le-grand-entretien-25-octobre-2018>, (Access date: 4 septembre 2019).

95. Le Grand Remplacement est «une théorie de conspiration raciste [...] qui a été popularisée par le philosophe français de droite Renaud Camus. Prolongement de la théorie colonialiste, elle est fondée sur l'idée que les femmes blanches n'ont pas assez d'enfants et que la baisse des taux de natalité entraînera le remplacement des blancs dans le monde entier par des non blancs». In Nellie Bowles, "Replacement Theory", a Racist, Sexist Doctrine, Spreads in Far-Right Circles", *The New York Times*, 18 mars 2019, <https://www.nytimes.com/2019/03/18/technology/replacement-theory.html>, (Access date: 4 septembre 2019).

96. Loris Boichot, "Immigration: Faure (PS) Évoque Le Sentiment D'un 'Colonisation À L'envers' Dans Certains Quartiers", *Le Figaro*, 26 octobre 2018, <http://premium.lefigaro.fr/politique/le-scan/citations/2018/10/25/25002-20181025ARTFIG00343-immigration-faure-ps-evoque-le-sentiment-d-une-colonisation-a-l-envers.php>, (Access date: 4 septembre 2019).

97. Djordje Kuzmanovic, "Pourquoi Je Quitte La France Insoumise", *Marianne*, 28 novembre 2018, <https://www.marianne.net/debattons/tribunes/pourquoi-je-quitte-la-france-insoumise-djordje-kuzmanovic>, (Access date: 4 septembre 2019).

98. Hadrien Mathoux, "Un Groupe De Militants Radiés De La France Insoumise Pour Avoir Organisé Une Réunion Sur Le Communautarisme", 28 novembre 2018, <https://www.marianne.net/politique/exclusion-france-insoumise-militants-paris-communautarisme>, (Access date: 4 septembre 2019).

99. "François Hollande A Été Élu Grâce À Un Islam Politique, Selon Eric Ciotti", *RTL*, 25 août 2016, <https://www.rtl.fr/actu/politique/francois-hollande-a-ete-elu-grace-a-un-islam-politique-selon-eric-ciotti-7784580687>, (Access date: 4 septembre 2019).

utilisant la rhétorique islamophobe. Le 17 juillet 2018, il a ainsi affirmé dans le journal *Le Figaro* que Macron «donne du crédit aux islamo-gauchistes qui défendent une vision multiculturelle et dangereuse de la société ».¹⁰⁰ Le 12 juillet 2018, il a proposé à l'Assemblée nationale d'interdire les signes religieux extérieurs pour les travailleurs des entreprises publiques ainsi que pour les usagers des services publics (aujourd'hui, il n'y a qu'une interdiction pour les agents du service public).¹⁰¹ Le 15 novembre 2018, il a affirmé que «des territoires sont aujourd'hui livrés aux islamistes ».¹⁰² De même, le 15 décembre 2018, dans le journal régional *Corse Matin*, Eric Diard, rapporteur de la mission sur la radicalisation dans les services publics pour l'Assemblée française (LR), affirmait entre autres que le terroriste de l'attentat de Strasbourg aurait pu être détecté grâce à la «marque sur son front», en référence à la marque de la prière musulmane (ce que les Arabes appellent *zabiba*). Ce commentaire - venant d'un député français responsable de la lutte antiterroriste - assimile dangereusement le terrorisme à une simple marque physique que de nombreux musulmans partagent, quelle que soit la nature de leur foi ou de leur religiosité.

DÉBATS SUR L'ORGANISATION D'UN «ISLAM DE FRANCE»

Depuis près de trois décennies les différents gouvernements français, quelle que soit leur position sur l'échiquier politique, ont tenté d'organiser un «islam de France» de façon verticale sans prendre le soin d'intégrer dans leur processus les principaux intéressés, à savoir les communautés musulmanes françaises. Principalement motivés par des questions de sécurité, ces gouvernements ont essayé de créer une représentation officielle des musulmans français, une représentation «obéissante» qui se conforme pleinement aux directives de l'État.

Quant à Emmanuel Macron, il a reporté à plusieurs reprises son projet de réforme sur l'organisation de l'islam en France, s'agissant d'une question très controversée.¹⁰³ Pourtant, en février 2018, il a réitéré les objectifs de sécurité, de contrôle et

100. Marion Mourgue, "Eric Ciotti: 'Emmanuel Macron Joue Avec Le Feu'", *Le Figaro*, 17 juillet 2018, <http://premium.lefigaro.fr/politique/2018/07/17/01002-20180717ARTFIG00283-eric-ciotti-emmanuel-macron-joue-avec-le-feu.php>, (Access date: 4 septembre 2019).

101. Eric Ciotti, Twitter, 12 juillet 2018, Amendment No 2028 on the Project of Reform of the French Constitution, <https://twitter.com/eciotti/status/1017429600782168064>, (Access date: 4 septembre 2019).

102. Eric Ciotti, "La Laïcité Est Une Digue Contre l'Islam Politique": Retrouvez Mon Interview Dans l'Obs Sur La Volonté Du Gouvernement De Modifier La Loi De 1905", [eric-ciotti.com](http://www.eric-ciotti.com), 15 novembre 2018, <http://www.eric-ciotti.com/2018/11/15/la-laicite-est-une-digue-contre-lislam-politique-retrouvez-mon-interview-dans-lob-obs-sur-la-volonte-du-gouvernement-de-modifier-la-loi-de-1905/>, (Access date: 4 septembre 2019).

103. Farid Hafez, Enes Bayraklı and Leonard Fayte, "Engineering a European Islam", *Insight Turkey*, 20/3 (2018), pp. 131-156; "Macron promet une réforme de l'organisation de l'islam en France" RFI, 11 février 2018, <http://www.rfi.fr/france/20180211-macron-promet-une-reforme-organisation-france>, (Access date: 4 septembre 2019).

d'intégration, qui sont les principaux éléments de la politique française à l'égard des musulmans depuis plusieurs décennies déjà.¹⁰⁴ Il a annoncé que les deux principaux axes de sa future réforme étaient «réduire l'influence de pays arabes, qui empêche l'islam français d'entrer dans la modernité » et de réorganiser le financement des mosquées et l'éducation des imams.¹⁰⁵ Cette vision serait le fruit d'un des consultants de Macron sur l'islam, Hakim El Karoui. Cet «expert de l'islam»¹⁰⁶ a déjà publié de nombreux livres et rapports sur la question, notamment *Un islam français est possible* en 2016¹⁰⁷ et *L'islam, une religion française* en 2018.¹⁰⁸ Bien qu'il préconise explicitement la réorganisation de l'islam en France par la création d'une structure indépendante, certains universitaires ont critiqué ses idées sur la base que celles-ci promouvraient un contrôle étatique vertical des musulmans, similaire à la «politique musulmane de la France» appliquée pendant la période coloniale.¹⁰⁹

En septembre 2018, Hakim El Karoui et le groupe de réflexion de droite Institut Montaigne ont publié un nouveau rapport qui appelle à nouveau à une réglementation plus stricte des pratiques religieuses musulmanes par l'État afin de mieux contrer la montée de «l'islamisme».¹¹⁰ Dans ce rapport, Hakim El Karoui réitère ses propositions, à savoir de nouvelles taxes sur la nourriture halal, les pèlerinages et un certain nombre d'autres activités musulmanes ainsi que la création d'une nouvelle institution indépendante chargée de la gestion de ces fonds.¹¹¹ Le ministre français de l'intérieur, Gérard Collomb, a officiellement salué le rap-

104. "Quelle Organisation Pour l'Islam Dans La République Française?", En Marche, 10 février 2018, <https://en-marche.fr/articles/actualites/quelle-organisation-pour-l-islam-dans-la-republique-francaise>, (Access date: 4 septembre 2019); Hervé Gattegno and David Revault d'Allonnes, "Islam de France: ce que veut faire Macron", Le Journal du Dimanche, 11 février 2018, <https://www.lejdd.fr/Politique/islam-de-france-ce-que-veut-faire-macron-3571067>, (Access date: 4 septembre 2019).

105. Ibid.

106. Cette vague nomination est problématique car elle inclut tout type de penseur ou auteur qui écrit sur l'islam. Le terme est utilisé par le journal JDD dans un article de février 2018, see Hervé Gattegno and David Revault d'Allonnes, "Islam De France: Ce Que Veut Faire Macron", Le Journal du Dimanche, 11 février 2018,

107. Hakim El Karoui, *A French Islam Is Possible*, (Institut Montaigne, Paris: 2016).

108. Hakim El Karoui, *L'islam, une religion française*, (Gallimard, Paris: 2018).

109. Jalila Sbai, "Un Projet Aux Relents Coloniaux Pour L'islam De France", Orient XXI, 9 mars 2018, <https://orientxxi.info/lu-vu-entendu/un-projet-aux-relents-coloniaux-pour-l-islam-de-france,2325>, (Access date: 4 septembre 2019); See also: Jalila Sabi, *La Politique musulmane de la France, Un projet chrétien pour l'islam? 1911-1954*, (CNRS Editions, Paris: 2018)

110. Concernant ce rapport: "Un Nouveau Rapport Pour Reformier L'islam En France Remis À Macron", France 24, 10 septembre 2018, <https://www.france24.com/fr/20180910-rapport-reformer-islam-france-institut-montaigne-religion>, (Access date: 4 septembre 2019); "Is 'French Islam! An Attempt to Control Muslims in France?", TRT World, 3 April 2019, <https://www.trtworld.com/europe/is-french-islam-an-attempt-to-control-muslims-in-france-25522>, (Access date: 4 septembre 2019).

111. *Association musulmane pour l'islam de France*. L'organisation a été officiellement créée en janvier 2019, see: "L'essayiste Hakim El Karoui Présente Son Association Musulmane Pour L'islam De France", Europe 1, 22 janvier 2019, <https://www.europe1.fr/societe/essayiste-hakim-el-karoui-presente-son-association-musulmane-pour-l-islam-de-france-3843212>, (Access date: 4 septembre 2019).

port.¹¹² Pourtant, le rapport intitulé «la fabrique de l'islamisme» a déclenché des remous au sein des communautés musulmanes françaises puisque sous le seul terme «islamisme» l'auteur inclut une grande diversité de mouvements musulmans, et tend à confondre les pratiques musulmanes régulières, comme le port du foulard, avec les menaces d'islamisme et d'extrémisme.¹¹³

Alors que les dirigeants du parti Les Républicains étaient divisés au sein du parti sur l'approche à adopter sur la question de l'organisation de l'islam en France,¹¹⁴ le député Julien Aubert a exposé, dans *Livre tricolore sur les islam(s)* (novembre 2018), une série de propositions visant à réorganiser la religion musulmane en France.¹¹⁵ Fortement inspiré par la théorie du Grand Remplacement,¹¹⁶ ce rapport dresse une liste de mesures islamophobes visant à restreindre la liberté des musulmans comme «sanctionner les femmes qui refusent d'ôter leur voile sur injonction d'une autorité compétente» ou «dés-islamiser certains quartiers». L'auteur justifie ces mesures par la rhétorique de «l'ordre public», un prétendu «risque de sécession» et le danger de «l'imamah français».¹¹⁷ Sous les apparences d'une analyse rationnelle,¹¹⁸ ce livre recycle la rhétorique d'extrême droite sur l'identité, la nation, les minorités et l'islam. Ce n'est pas un hasard si Marine Le Pen a applaudi sa proposition d'ajouter un «nom français» à tous les noms de citoyens naturalisés.¹¹⁹

De nombreux autres «experts» de l'islam ont dévoilé leurs «solutions» pour réorganiser l'islam en France en 2018. Dans son ouvrage «Libérer l'islam de l'isla-

112. "Rapport sur 'La fabrique de l'islamisme'", Ministère de l'Intérieur, 10 septembre 2018, <https://www.interieur.gouv.fr/Actualites/L-actu-du-Ministere/Rapport-sur-La-fabrique-de-l-islamisme>, (Access date: 4 septembre 2019).

113. Julien Lacassagne, "Rapport El-Karoui. La fabrique de l'islamophobie", 10 octobre 2018, <https://orientxxi.info/magazine/rapport-el-karoui-la-fabrique-de-l-islamophobie,2666>, (Access date: 4 septembre 2019).

114. Gaël Vaillant, "Islam De France: 'Un Débat Inflammable' Chez Les Républicains", Le Journal du Dimanche, 12 février 2018, <https://www.lejdd.fr/Politique/islam-de-france-un-debat-inflammable-chez-les-republicains-3572504>, (Access date: 4 septembre 2019).

115. "Les Propositions Choc Du Député Julien Aubert Sur l'Islam De France", C News, 16 novembre 2018, <https://www.cnews.fr/france/2018-11-16/les-propositions-choc-du-depute-julien-aubert-sur-lislam-de-france-800366>, (Access date: 4 septembre 2019).

116. Julien Aubert, *Livre tricolore sur les islam(s)*, 16 novembre 2018, <https://mailchi.mp/e2ed8d6796c1/telecharger-le-livre-tricolore-sur-les-islams>, (Access date: 4 septembre 2019), pp. 1-2.

117. Une expression qui confond une prétendue menace d'organisation politique musulmane autonome en France et la doctrine chiite des imams.

118. Par exemple, l'auteur mentionne une étude publiée dans le *European Journal of Clinical Nutrition* (2012) qui affirme que le port du foulard peut avoir un impact sérieux sur la suffisance en vitamine D et la richesse des cheveux des jeunes femmes jordanienues. L'auteur mentionne cette étude comme preuve du danger intrinsèque du port du hijab.

119. "Marine Le Pen Souhaite L'ajout D'un Prénom Français Pour Les Personnes Naturalisées", 20 Minutes, 10 novembre 2018, <https://www.20minutes.fr/politique/2374711-20181118-marine-pen-souhaite-ajout-prenom-francais-personnes-naturalisees>, (Access date: 4 septembre 2019).

misme» (janvier 2018), Mohamed Louizi entend mettre en garde contre un « récit islamiste a kidnappé la foi musulmane depuis la mort du Prophète Mohammed ». ¹²⁰ Il s'agirait selon lui d'un projet politique islamique - représenté aujourd'hui par les Frères musulmans - qui vise à conquérir le monde et à détruire les démocraties occidentales. ¹²¹ En conséquence, les mesures qu'il recommande sont axées sur la sécurité et le contrôle des musulmans par l'État.

En réaction à toutes ces tentatives de restriction de la liberté de conscience et des droits civiques des musulmans, certains militants musulmans ont lancé un nouveau mouvement pour l'auto-organisation des musulmans. Au printemps 2018, Marwan Muhammad et un groupe d'universitaires - parmi lesquels des sociologues, des anthropologues et des militants français - ont organisé une tournée des mosquées en France et des organisations musulmanes afin d'évaluer les besoins des musulmans et de fédérer les communautés musulmanes françaises à partir de la base. Cette large consultation a abouti, le 30 septembre 2018, à la création de la plateforme nationale L.E.S Musulmans, qui est déjà en mesure de rassembler des centaines de mosquées et d'organisations locales. ¹²²

MÉDIAS

En 2018, les controverses islamophobes ont souvent commencé à partir des réseaux sociaux avant d'être exporté dans les médias traditionnels (livres, chaînes télévisuels et radiophoniques, journaux) et de déclencher des réactions parmi les politiciens français. Néanmoins, il n'est pas toujours facile de démêler ces trois sphères. Les médias traditionnels ont par exemple largement contribué à créer un discours négatif sur l'islam et les musulmans. Cette partie analyse tout d'abord la façon dont ce discours s'est manifesté tout au long de l'année 2018. Ensuite, elle fournit trois exemples de controverses largement débattues dans les médias traditionnels en 2018.

Le discours négatif qui a visé les musulmans n'est pas un phénomène nouveau en France. Pourtant, le processus de maintien des musulmans français dans un cadre linguistique dégradant s'est accru en 2018 en plus de s'être normalisé.

120. Mohamed Louizi, *Libérer l'Islam de l'islamisme*, (Fondation pour l'innovation politique, Paris: 2018) <http://www.fondapol.org/wp-content/uploads/2018/01/ISLAM-POLITIQUE-1.pdf>

121. Ibid.

122. "Plateforme L.E.S. Musulmans: Une Année Historique, Au Service De Tous", L.E.S Musulmans, 20 avril 2019, <https://lesmusulmans.fr/articles/plateforme-annee-historique/>, (Access date: 4 septembre 2019).

L'islamophobie dans les médias français

Parce qu'elles offrent des outils utiles pour l'indépendance intellectuelle des minorités, les théories postcoloniales ont été perçues par les médias de droite et d'extrême droite comme le «cheval de Troie de l'islamisme». Ce concept provient du livre du journaliste Ivan Rioufol, *La guerre civile qui vient*, 2016, dans lequel il dénonce «le multiculturalisme comme le cheval de Troie de l'islamisme».¹²³ Ainsi en 2018 cette idée n'a cessé de se répandre. Le 28 novembre 2018, 80 penseurs, universitaires et artistes ont publié un «L'appel de 80 intellectuels contre "le décolonialisme" » dans l'hebdomadaire *Le Point* dans lequel ils condamnent un «terrorisme intellectuel» qui utiliserait la menace du racisme et de l'islamophobie pour diaboliser ses opposants.¹²⁴ De nombreux signataires sont connus pour leurs propos islamophobes (comme Waleed Al-Husseini, Alain Finkielkraut, Elisabeth Badinter ou Zineb El Rhazoui). Laurent Bouvet, le leader du Printemps Républicain, un groupe qui déclenche constamment des polémiques islamophobes, a fait une critique similaire dans une interview pour *Le Figaro* le 13 décembre 2018.¹²⁵

Une accusation similaire se réfère à l'expression «islamo-gauchisme», qui désigne des hommes politiques, ou partis, supposés être compromis avec des réseaux et des revendications islamistes. En octobre 2018, la *Revue des Deux Mondes* a publié un numéro spécial intitulé «Islamo-gauchisme, histoire d'une dérive».¹²⁶ (Fig. 5) Les articles qualifient les «islamo-gauchistes» de «traîtres à l'identité française», de «collaborateurs» et de «néo-Vichystes».¹²⁷ De même, les dirigeants de La France Insoumise ont été dépeints comme «islamo-gauchistes» lorsque le parti a décidé de révoquer de son mouvement un groupe qui avait organisé une réunion sur «l'entrisme islamiste dans le mouvement syndical» (cf. plus haut). C'est aussi l'idée développée par l'ancien journaliste du *Monde* et de *Libération*¹²⁸ Yves

123. "Ivan Rioufol: 'Le Multiculturalisme Est Le Cheval De Troie De L'islamisme'", RT France, 7 avril 2016, <https://francais.rt.com/entretiens/18736-ivan-rioufol-multiculturalisme-cheval-troie-islam>, (Access date: 4 septembre 2019).

124. "Le 'Décolonialisme', Une Stratégie Hégémonique: L'appel De 80 Intellectuels", *Le Point*, 4 décembre 2018, https://www.lepoint.fr/politique/le-decolonialisme-une-strategie-hegemonique-l-appel-de-80-intellectuels-28-11-2018-2275104_20.php#xtmc=l-appel-des-80&xtnp=1&xtcr=1, (Access date: 4 septembre 2019).

125. Alexandre Devecchio, "Eviction D'un Professeur Oppose Au Décolonialisme: L'université En Péril", *Le Figaro*, 13 décembre 2018, <http://www.lefigaro.fr/vox/societe/2018/12/13/31003-20181213ARTFIG00216-eviction-d-un-professeur-oppose-au-decolonialisme-l-universite-en-peril.php>, (Access date: 4 septembre 2019).

126. Hadrien Mathoux, "Un Groupe De Militants Radiés De La France Insoumise Pour Avoir Organisé Une Réunion Sur Le Communautarisme", 28 novembre 2018, <https://www.marianne.net/politique/exclusion-france-insoumise-militants-paris-communautarisme>, (Access date: 4 septembre 2019).

127. Des expressions telles que «collaborateurs» et «néo-Vichysme» font référence à la collaboration de l'État français avec l'Allemagne nazie pendant la Seconde Guerre mondiale.

128. Deux journaux adoptant un point de vue social-démocrate.

Mamou dans son livre *Le grand abandon : Les élites françaises et l'islamisme* (septembre 2018), dans lequel il accuse les élites françaises d'avoir permis la constitution d'une «nation islamiste» en France.¹²⁹

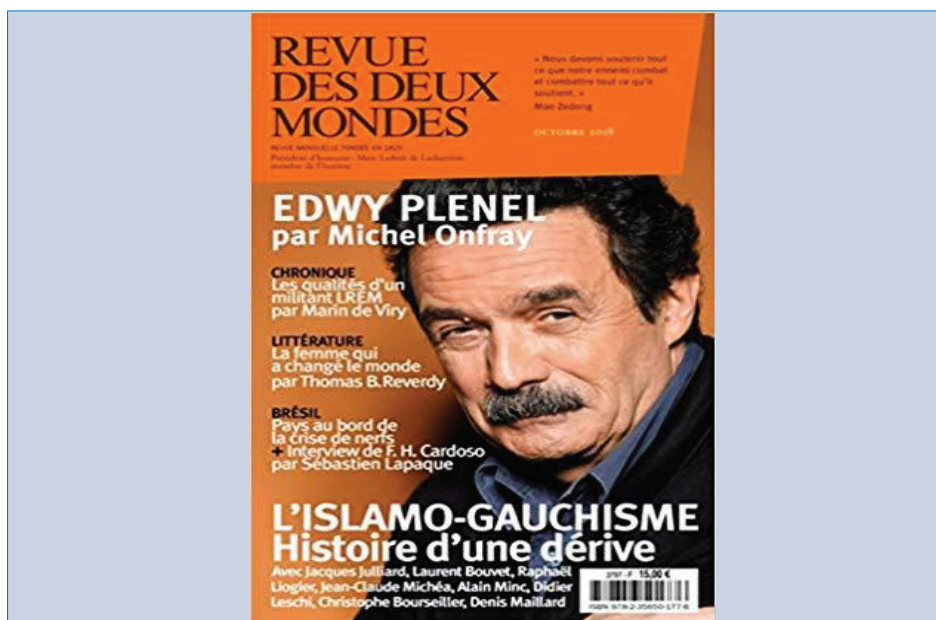


Figure 5 : La *Revue des Deux Mondes* a publié un numéro spécial intitulé «Islamogauchisme, histoire d'une dérive». La couverture présente Edwy Plenel, le président du journal en ligne *Mediapart*, comme étant compromis avec les musulmans. En 2014, Edwy Plenel a publié un livre qui défendait la minorité musulmane en France (*Pour les musulmans*, La Découverte).¹³⁰

L'islamisation comme «colonisation à l'envers»

En 2018, de nombreux livres ont défendu l'idée que la France avait été colonisée par des musulmans ou ce qu'ils appellent «islamistes». Le 17 octobre 2018, Gérard Davet et Fabrice Lhomme, tous deux journalistes du *Monde* reconnus et respectés, ont publié le livre *Inch'Allah! L'islamisation à visage découvert*. (Fig. 7) Le livre énumère une série d'événements locaux qui se sont produits dans le nord de Paris et qui sont censés démontrer la montée d'une contre-société islamiste.¹³¹ Les auteurs ont bénéficié d'une grande couverture médiatique et ont été

129. Paul Sugy, "Face À L'islamisme, Nos Élités Ont Trahi", Figaro Vox, 8 octobre 2018, <http://www.lefigaro.fr/vox/politique/2018/10/05/31001-20181005ARTFIG00341-face-a-l-islamisme-nos-elites-ont-trahi.php>, (Access date: 4 septembre 2019).

130. Valérie Toranian, "Les Racines De L'islamo-Gauchisme", *Revue Des Deux Mondes*, 27 septembre 2018, <https://www.revuedesdeuxmondes.fr/racines-de-lislamo-gauchisme/>, (Access date: 4 septembre 2019).

131. Julien Lacassagne, "On Ne Peut Rien Dire Sur L'islam!", *Orient XXI*, 27 décembre 2018, <https://orientxxi.info/lu-vu-entendu/on-ne-peut-rien-dire-sur-l-islam,2823>, (Access date: 4 septembre 2019).

invités à de nombreuses émissions de télévision et de radio.¹³² Cette publicité a été l'occasion pour de nombreux intellectuels de normaliser leurs théories islamophobes sur l'islamisation de la France. Par exemple, Gilles William Goldnadel et plusieurs journalistes du *Figaro Vox*, ont félicité les deux journalistes pour avoir enfin «ouvert les yeux» sur cette «réalité».¹³³ D'autres livres publiés en 2018 ont mêlé les notions d'islamisation, de colonisation à l'envers et du Grand Remplacement. Le 27 septembre, Laurent Obertone a publié *La France interdite, la vérité sur l'immigration* ; le 24 octobre, Phillipe Lobjois et Michel Olivier ont publié *La guerre secrète. L'islam radical dans le monde du travail* ; et en novembre, Jean-Frédéric Poisson a publié *L'islam à la conquête de l'Occident : La stratégie dévoilée*.¹³⁴ Mais c'est le *Destin français* du polémiste Éric Zemmour qui a le plus attiré l'attention des médias. Succès en librairie, ce livre réécrit l'histoire de France à la lumière d'une idéologie essentialiste de la nation française. La représentation de la France comme homogène et éternelle permet à Éric Zemmour de catégoriser les musulmans comme étant une «menace extérieure». Ce lien entre nationalisme et islamophobie est au cœur de l'œuvre de Zemmour. Ainsi dans son livre, il réhabilite la mémoire de Pétain, le chef du gouvernement collaborationniste de Vichy pendant la Seconde Guerre mondiale.¹³⁵ Enfin, la promotion de son livre a donné lieu à plusieurs scandales islamophobes. Par exemple, le 15 décembre, alors qu'il assistait à une émission de télévision populaire, il a attaqué verbalement la chroniqueuse Hapsatou Sy à propos de son nom.¹³⁶ De même, le 20 novembre, Pascal Prau, l'orateur d'un talk-show populaire, a explicitement soutenu la théorie de Zemmour sur le «colonialisme à l'envers» en interrompant un autre journaliste choqué par de telles idées xénophobes.¹³⁷

132. Among them are LCP TV channel ("La plume dans la plaie" program), France Inter, Arte, BFM TV, France Bleu, *Paris Match*, *Le Monde*, *Le Point*, etc.

133. Gilles William Goldnadel, "Goldnadel: 'Oui, En Seine-Saint-Denis, L'islamisation Est En Marche'", *Le Figaro*, 22 octobre 2018, http://www.lefigaro.fr/vox/politique/2018/10/22/31001-20181022ARTFIG00110-goldnadel-oui-en-seine-saint-denis-l-islamisation-est-en-marche.php?redirect_premium, (Access date: 4 septembre 2019).

134. Julien Lacassagne, "On Ne Peut Rien Dire Sur L'islam!", *Orient XXI*, 27 décembre 2018, <https://orientxxi.info/lu-vu-entendu/on-ne-peut-rien-dire-sur-l-islam,2823>, (Access date: 4 septembre 2019).

135. Ibid.

136. Selon Zemmour, la mère de Hapsatou Sy ne lui a pas donné un bon nom et aurait dû en choisir un «chrétien». Audrey Kucinskas, "Ce Que Zemmour A Vraiment Dit À Hapsatou Sy Chez Ardisson", *L'Express*, 19 septembre 2018, https://www.lexpress.fr/actualite/medias/zemmour-chez-ardisson-hapsatou-sy-sur-la-sellette_2035701.html, (Access date: 5 septembre 2019).

137. Al Kanz, Twitter, 21 novembre 2018, <https://twitter.com/Alkanz/status/1065347592945582080>, (Access date: 5 septembre 2019).

En réaction, certaines études universitaires ont tenté de déconstruire cette idéologie du Grand Remplacement. C'est le cas du *Communautarisme ?* écrit par les sociologues Marwan Mohammed et Julien Talpin.¹³⁸ Le livre montre comment l'expression française «communautarisme»¹³⁹ sert d'injonction pour maintenir les minorités dans leur statut de subalterne. (Fig. 8) Pourtant, ce genre d'ouvrage ne bénéficie jamais de la même publicité que les essais islamophobes. Ce double standard reflète clairement la domination du discours islamophobe dans les médias français ainsi que sa normalisation.

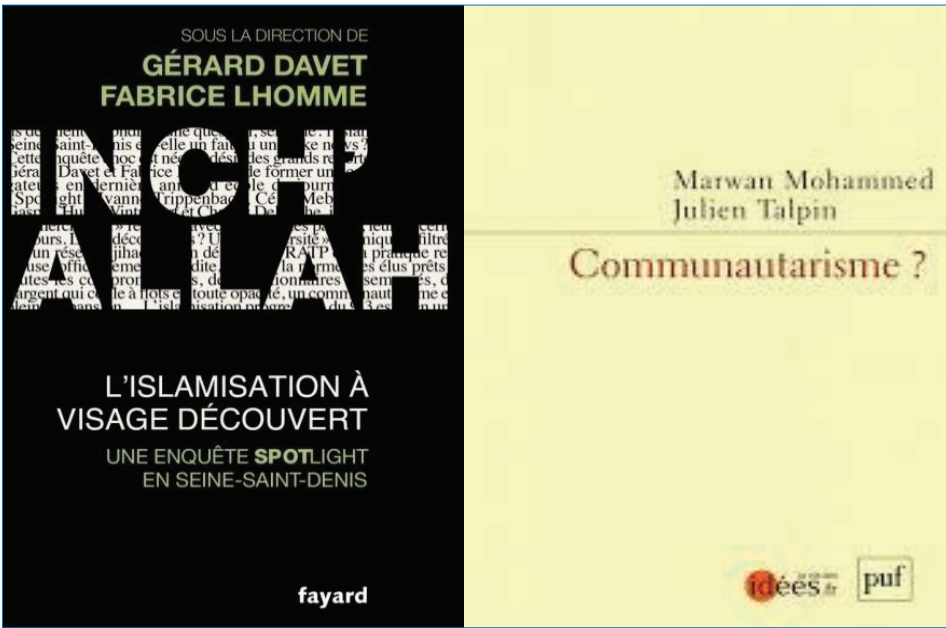


Figure 6 : A gauche, la couverture de *Inch'Allah*, un livre qui répand des stéréotypes islamophobes et utilise la rhétorique du Grand Remplacement. A droite, l'enquête académique de deux sociologues qui déconstruisent méticuleusement les idées islamophobes de «ségrégation islamiste» et de «société musulmane parallèle».

Préfixes et suffixes péjoratifs relatifs aux musulmans : «djihad judiciaire» et «islamo-banditisme»

Le 8 mars 2018, le journal *Marianne* a publié un appel en soutien de Mohamed Louizi, accusé de diffamation par certains membres de l'organisation *Musulmans de*

138. Rachid Zerrouki, "Marwan Mohammed: 'Le Concept De Communautarisme Nie Aux Minorités La Possibilité De S'affirmer Et D'agir Dans L'espace Public'", Bondy Blog, 31 décembre 2018, <https://www.bondyblog.fr/reportages/au-pouvoir/marwan-mohammed-le-concept-de-communautarisme-nie-aux-minorites-toute-possibilite-de-saffirmer-et-dagir-dans-l'espace-public-2/>, (Access date: 5 septembre 2019).

139. Le terme «communautarisme» est un terme français décrivant négativement la «vie communautaire» comme une menace ontologique pour l'unité de la nation française, see: Fabrice Dhume, "Communautarisme, une catégorie mutante", *La Vie des Idées*, 25 septembre 2018, <https://laviedesidees.fr/Communautarisme-une-categorie-mutante.html>, (Access date: 5 septembre 2019).

France, proche des Frères musulmans. L'article intitulé «il faut défendre Mohamed Louizi, victime du djihad judiciaire» accuse l'organisation des Frères musulmans de porter plainte contre Mohammed Louizi afin de le faire taire, lui et ses recherches contre «l'islam politique».¹⁴⁰ L'article dénonce la stratégie de «djihad des tribunaux» prétendument utilisée par l'association Musulmans de France comme un moyen «de convertir nos démocraties occidentales à leur idéologie ». Cet appel a notamment été signé par des personnes connues pour leurs commentaires islamophobes comme Waleed al-Husseini, Laurent Bouvet ou Pascal Bruckner. De même, le 30 mars 2018, le même journal a publié un article de la journaliste Martine Gozlan dans lequel elle présente le procès de Georges Bensoussan pour propos à caractère raciste comme étant un «harcèlement».¹⁴¹ Elle accuse le CCIF - l'un des plaignants - de faire lui aussi du «djihad judiciaire».¹⁴² Dans ces deux articles, le droit de porter plainte contre quelqu'un - c'est-à-dire les bases d'un État de droit - est refusé aux musulmans et délégitimé sous le terme négatif de «djihad».

De même, après l'attaque terroriste de Strasbourg le 14 décembre 2018, George Brenier, expert en sécurité de la chaîne de télévision TF1, a affirmé que le profil du terroriste reflétait celui de «l'islamo-banditisme». L'expert a voulu souligner le profil ambigu du terroriste qui avait également été condamné pour un crime de droit commun dans le passé. Pourtant, en utilisant ce terme, il a assimilé le «crime organisé» à l'islam, comme si l'islam conduisait intrinsèquement au crime.¹⁴³

Les musulmans à l'origine du «nouvel antisémitisme»

En 2018, les musulmans ont également été accusés d'être à l'origine d'un «nouvel antisémitisme». Le 12 janvier 2018, Antoine Gallimard, président de la célèbre maison d'édition Gallimard, n'a pas voulu renoncer à publier les écrits antisé-

140. «Il Faut Defender Mohamed Louizi, Victim De 'Djihad Judiciaire», Marianne, 10 mars 2018, <https://www.marianne.net/debattons/tribunes/il-faut-defendre-mohamed-louizi-victime-de-djihad-judiciaire>, (Access date: 5 septembre 2019).

141. Les plaignants condamnent les propos de Georges Bensoussan qui déclara sur la radio France Culture, «Aujourd'hui nous sommes en présence d'un autre peuple au sein de la nation française, qui fait régresser un certain nombre de valeurs démocratiques qui nous ont portés.» avant d'affirmer que dans les familles arabes en France «l'antisémitisme, on le tête avec le lait de sa mère ». Gilles Manceron, «A propos du procès de Georges Bensoussan», Mediapart Blogs, 10 février 2017 <https://blogs.mediapart.fr/gilles-manceron/blog/100217/propos-du-proces-de-georges-bensoussan>, (Access date: 5 septembre 2019).

142. Martine Gozlan, «Racisme Et Incitation À La Haine: Georges Bensoussan Relaxé En Appel», Marianne, 24 mai 2018, <https://www.marianne.net/societe/racisme-et-incitation-la-haine-georges-bensoussan-relaxe-en-ap-pel>, (Access date: 5 septembre 2019).

143. «Attentat De Strasbourg: Le Terroriste Présumé Était Connu Pour Des Crimes Et Délits De Droit Commun», LCI, 12 décembre 2018, <https://www.lci.fr/police/attentat-de-strasbourg-le-terroriste-presume-etait-connu-pour-des-crimes-et-delits-de-droit-commun-2107350.html>, (Access date: 5 septembre 2019).

mites de Louis-Ferdinand Céline sous prétexte «[qu']aujourd'hui, l'antisémitisme n'est plus du côté des chrétiens mais des musulmans, et ils ne vont pas lire les textes de Céline.».¹⁴⁴ Le meurtre le 23 mars 2018 d'une femme âgée de confession juive, Mireille Knoll, par un musulman a déclenché un débat sur l'antisémitisme musulman avant même que le motif du crime n'ait pu être établi.¹⁴⁵ C'est dans ce contexte que le *Parisien* a publié le 22 avril 2018 «l'Appel des 300 contre le nouvel antisémitisme», dénonçant un soi-disant nouvel antisémitisme d'origine musulmane en France. Cet appel prétend que l'antisémitisme actuel est dû à l'Islam et à la communauté musulmane et non aux groupes d'extrême droite traditionnels français. Les auteurs de cet appel font une distinction claire entre les Français, d'une part, et les musulmans (dans leur ensemble), de l'autre. Dans cet appel, les musulmans sont indirectement dépeints comme «l'ennemi intérieur», puisque l'islam est censé être intrinsèquement antisémite. Selon cet appel, ce nouvel antisémitisme est assimilable à un «nettoyage ethnique». Il dénonce également les partis d'extrême gauche qui mènent des campagnes antisionistes et qui seraient le visage «acceptable» de l'antisémitisme. Trois cents personnes, parmi lesquelles des intellectuels, des artistes, des hommes politiques célèbres ainsi que trois anciens présidents de la République, ont signé l'appel. Parmi eux figurent également des figures de l'islamophobie française comme Pascal Bruckner, Alain Finkielkraut, et Pierre-André Taguieff.¹⁴⁶

«Face à face», «Conflit armé avec l'islam» et «Guerre civile».

Cette distinction stricte dans le débat public entre d'un côté les musulmans et de l'autre les non-musulmans constitue une grande menace pour la société française. Elle est également le résultat d'une propagande islamophobe constante. Le 15 septembre 2018, le polémiste Éric Zemmour a averti les Français que «si guerre civile il y a, elle se fera avec l'islam et les collabo de l'islam, et en face les gens qui

144. "Nouvel Antisémitisme": Derrière L'inquiétude, Des Pulsions Identitaires Fixées Sur L'islam", France 24, 23 avril 2018, <https://www.france24.com/fr/20180423-france-nouvel-antisemitisme-islam-musulmans-juifs>, (Access date: 5 septembre 2019).

145. Hélène Assekour, "Mireille Knoll, Sarah Halimi: Quand Un Meurtre Devient-Il-Antisémitisme?", Arrêt sur Images, 29 mars 2018, <https://www.arretsurimages.net/articles/mireille-knoll-sarah-halimi-quand-un-meurtre-devient-il-antisemite>, (Access date: 5 septembre 2019); "Un An Après Le Meurtre De Mireille Knoll, Le Mobile Antisémitisme Et L'auteur Toujours Incertains", Capital, 22 March 2018, <https://www.capital.fr/economie-politique/un-an-apres-le-meurtre-de-mireille-knoll-le-mobile-antisemite-et-lauteur-toujours-incertains-1332378>, (Access date: 5 septembre 2019).

146. Léonard Faytre, "5 Soru: 'Yeni Anti Semitizme karşı' Fransız Manifesto", SETA, 11 mai 2018, <https://www.seta.org/5-soru-yeni-anti-semitizme-karsi-fransiz-manifestosu/>, (Access date: 5 septembre 2019).

essaieront de sauver la France éternelle» sur la radio publique France Inter.¹⁴⁷ Le 27 septembre 2018, les journalistes Zineb El Rhazoui et Jean-Claude Dassier ont respectivement affirmé que «les femmes voilées appartiennent et affichent une idéologie, qui est l'idéologie de l'islam radical, qui est une idéologie dont l'aboutissement est le terrorisme» et qu'«on est en conflit armé contre l'islam», sur la chaîne de télévision C News.¹⁴⁸ Le 3 octobre 2018, l'ancien ministre français de l'Intérieur, Gérard Collomb, a déclaré dans son discours de démission : «on vit côte à côte, je crains que demain on ne vive face à face », dépeignant implicitement les musulmans français et les non-musulmans français comme des ennemis.¹⁴⁹ Le 22 novembre 2018, le député Julien Aubert, très critiqué pour son livre sur l'islam français, a déclaré que «la violence verbale que cette affaire a fait surgir n'est cependant que la face émergée d'une société coupée en deux. À force de ne pas permettre aux républicains de parler de ce thème, c'est l'affrontement physique qui, je le crains, clora un jour cette querelle. »¹⁵⁰

Ces allusions à la guerre civile ne représentent pas seulement la normalisation du discours antimusulman mais aussi la légitimation des attaques haineuses envers des civils. En d'autres termes, elles préparent le terrain au pire des scénarios : la confrontation.¹⁵¹

Trois controverses autour du port du Hijab

Comme nous l'avons mentionné plus haut, les polémiques sur l'islam entremêlent généralement médias sociaux, médias traditionnels et la scène politique. En 2018, trois polémiques ont été symptomatiques de la normalisation de l'islamophobie en France : La participation de Mennel Ibtissem à l'émission de télévision *The Voice* ; l'interview de Maryam Pougetoux, leader du syndicat étudiant UNEF ; la

147. "Le Grand Face-à-Face – Eric Zemmour", France Inter, 15 septembre 2018, <https://www.franceinter.fr/emissions/le-grand-face-a-face/le-grand-face-a-face-15-septembre-2018> (from 32:20'), (Access date: 5 septembre 2019).

148. "Islamophobie En Direct Sur CNEWS: Le CRI Porte Plainte Contre Zineb El Rhazoui Et Dassier", Oumma, 14 décembre 2018, <https://oumma.com/islamophobie-en-direct-sur-cnews-le-cri-porte-plainte-contre-zineb-el-rhazoui-et-dassier/>, (Access date: 5 septembre 2019).

149. "L'avertissement de Collomb: 'La Loi Du Plus Fort A Pris La Place De La République'", L'OBS, 4 octobre 2018, <https://www.nouvelobs.com/politique/20181004.OBS3399/l-avertissement-de-collomb-la-loi-du-plus-fort-a-pris-la-place-de-la-republique.html>, (Access date: 5 septembre 2019).

150. Julien Aubert, "Il est Impossible De Parler De L'islam Sans Être Caricature", Le Figaro, 22 novembre 2018, <http://premium.lefigaro.fr/vox/politique/2018/11/22/31001-20181122ARTFIG00264-julien-aubert-il-est-impossible-de-parler-de-l-islam-sans-etre-caricature.php>, (Access date: 5 septembre 2019).

151. Léonard Fayre, "Islamophobes Contemplate a Civil War in France", Daily Sabah, 12 octobre 2018, <https://www.dailysabah.com/op-ed/2018/10/13/islamophobes-contemplate-a-civil-war-in-france>, (Access date: 5 septembre 2019).

campagne de marketing Gap Kids. Toutes ces controverses impliquaient une forte aversion pour les femmes portant le hijab.

Participation de Mennel Ibtissem à l'émission The Voice

Le 3 février 2018, Mennel Ibtissem interprète la chanson Hallelujah de Leonard Cohen à l'émission The Voice. Alors que le public et le jury admirent la voix de la jeune femme, une controverse commence sur les réseaux sociaux : certains reprochent à Mennel Ibtissem de chanter une partie de la chanson en arabe, tandis que d'autres accusent TF1 de «normaliser» le voile islamique.¹⁵² Le lendemain, plusieurs internautes recherchent activement les activités antérieures de la chanteuse sur les médias sociaux et y exhument quelques commentaires controversés, notamment des messages conspirationnistes sur les attentats de Nice de 2016.¹⁵³ Des comptes d'extrême droite partagent immédiatement des captures d'écran révélant ces commentaires. Des militants et des politiciens réagissent également sur les médias sociaux : certains demandent son exclusion de l'émission (comme Philippe Vardon ou Laurent Bouvet), et d'autres l'accusent d'être «islamiste» (Jean Messiha).¹⁵⁴ De même, de nombreuses polémiques ont lieu dans les médias traditionnels. Sur CNews, le journaliste Ivan Rioufol affirme ainsi,

«Elle porte le voile, elle est proche de [Tariq] Ramadan [...] vous ne voulez pas voir qu'elle est islamiste. Un voile aujourd'hui, quand en plus c'est porté à la télévision - c'est un signe politique, c'est un signe de séparatisme politique, ce n'est pas un signe religieux, c'est une revendication. C'est une manière de faire comprendre qu'elle ne veut pas vivre avec nous, qu'elle ne veut pas vivre ensemble. [...] L'islam est une idéologie totalitaire.»¹⁵⁵

Le vendredi 9 février, une semaine après sa première apparition dans l'émission, Mennel Ibtissem annonce qu'elle quitte l'émission. La féministe Rokhaya Diallo relève alors justement que seul le passé de cette candidate fut l'objet d'une

152. Julien Salingue, "L'affaire Mennel, Énième Symptôme De La Normalisation De L'islamophobie", Npa2009.org, 26 octobre 2018, <https://npa2009.org/actualite/antiracisme/laffaire-mennel-enieme-symptome-de-la-normalisation-de-lislamophobie>, (Access date: 5 septembre 2019).

153. Assma Maad and David Perrotin, "Affaire Mennel: Les 6 Étapes Qui Ont Mené À L'abandon De La Candidate De 'The Voice'", BuzzFeed News, 12 février 2018, <https://www.buzzfeed.com/fr/assmamaad/affaire-mennel-les-6-etapes-qui-ont-mene-a-labandon-de-la>, (Access date: 5 septembre 2019).

154. Ibid.

155. C News, YouTube, "L'heure des Pros", 9 février 2018, https://www.youtube.com/watch?v=_RaT-6ac-rI, from 35'30, (Access date: 5 septembre 2019)

telle investigation. En d'autres termes, Mennel Ibtissem n'aurait pas connu tous ces problèmes si elle n'avait pas porté un foulard.¹⁵⁶

L'interview de Maryam Pougetoux, responsable de l'UNEF

Le 12 mai 2018, la chaîne de télévision M6 diffuse un reportage sur les manifestations qui ont eu lieu dans de nombreuses universités en France. Dans ce reportage, les journalistes interviewent Maryam Pougetoux, une des dirigeantes du syndicat étudiant de l'UNEF, qui porte alors un foulard.¹⁵⁷ Sans écouter ce que Maryam Pougetoux dit sur les manifestations en cours, plusieurs politiciens (de la sociale démocratie comme de l'extrême-droite) accusent rapidement l'étudiante de «promouvoir l'islam politique»,¹⁵⁸ de montrer sa «différence avec la société française»¹⁵⁹ ou d'être «islamiste». ¹⁶⁰ Même certains politiciens d'extrême gauche tiennent une position ambiguë, hésitant entre l'approche jacobine strictement laïque (c'est-à-dire condamnant le foulard dans les activités syndicales) et l'approche libérale multiculturelle (l'acceptant).¹⁶¹

Face à cette polémique, le syndicat étudiant UNEF a publié une déclaration pour défendre la jeune femme. L'organisation a assuré qu'il n'y avait aucune incompatibilité entre le fait d'afficher ses croyances religieuses et les valeurs du syndicalisme.¹⁶² Cette controverse a suscité l'émoi dans le monde entier et a été couverte par les médias les plus respectés.¹⁶³ Cependant, cette prise de conscience

156. Julien Salingue, "L'affaire Mennel, l'Énième Symptôme De La Normalisation De L'islamophobie", Npa2009.org, 26 octobre 2018, <https://npa2009.org/actualite/antiracisme/laffaire-mennel-enieme-symptome-de-la-normalisation-de-lislamophobie>, (Access date: 5 septembre 2019).

157. Manon Aublanc, "Qui est Maryam Pougetoux, La Responsable Voilée De l'Unef?", 20 Minutes, 23 mai 2018, <https://www.20minutes.fr/societe/2276127-20180523-maryam-pougetoux-responsable-voilee-unef>, (Access date: 5 septembre 2019).

158. Citation de Marlene Schiappa, Secrétaire d'État chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations, in "Voile de Maryam Pougetoux: droit, raison et politique, L'Express, 31 mai 2018, https://blogs.lexpress.fr/etudiant-sur-le-tard/sur_l_affaire_maryam_pougetoux/, (Access date: 5 septembre 2019).

159. Citation de l'ancien ministre de l'intérieur Gérard Collomb, in "Voile de Maryam Pougetoux: droit, raison et politique, L'Express, 31 mai 2018, https://blogs.lexpress.fr/etudiant-sur-le-tard/sur_l_affaire_maryam_pougetoux/, (Access date: 5 septembre 2019).

160. Eric Ciotti, Twitter, 25 mai 2018, <https://twitter.com/eciotti/status/1000104781619367937?lang=fr>, (Access date: 5 septembre 2019).

161. Voir la réaction de Mélenchon : "Mélenchon Sur Le Voile De La Présidente De l'Unef À La Sorbonne: 'C'est Comme Si J'arrivais Avec Une Énorme Croix" LCI, 20 mai 2018, <https://www.lci.fr/politique/religion-islam-sur-lci-melenchon-revient-sur-maryam-pougetoux-president-unef-sorbonne-c-est-comme-si-j-arrivais-avec-une-enorme-croix-2087886.html>, (Access date: 5 septembre 2019).

162. "L'Unef Défend Maryam Pougetoux, Critiquée Car Elle Porte Le Voile", Ouest France, 14 mai 2018, <https://www.ouest-france.fr/societe/l-unef-defend-maryam-pougetoux-critiquee-car-elle-porte-le-voile-5758802>, (Access date: 5 septembre 2019).

163. Entre autres: *The Washington Post*, *The Guardian*, BBC, *The independent*, and Al-Jazeera.

n'a pas empêché la diffusion de commentaires racistes antimusulmans tels que la caricature de Maryam Pougetoux dans Charlie Hebdo. (Fig. 9)



Figure 7 : A droite, une capture d'écran de l'interview télévisée de Maryam Pougetoux, l'une des dirigeantes de l'union des étudiants UNEF, sur M6. Elle commente les manifestations estudiantines contre le nouveau processus de candidature à l'université française ; à gauche, la caricature de Maryam Pougetoux sur la couverture du journal satirique *Charlie Hebdo*, qui déclare «Parcoursup c'est de la merde [...] ils m'ont prise pour diriger l'UNEF». Le visage de la jeune femme sur la caricature ressemble à celle d'un singe.¹⁶⁴

Campagne de marketing Gap Kids

Le 31 août 2018, la société Gap Kids publie sur les médias sociaux une campagne de marketing montrant des enfants de Harlem, dont une jeune fille portant un foulard.¹⁶⁵ Rapidement, de nombreux internautes, dont des journalistes, des militants et des politiciens, condamnent fermement ce qu'ils considèrent être une «soumission à l'islamisme»¹⁶⁶ et appellent au boycott de l'entreprise.¹⁶⁷ Comme

164. Geoffroy Clavel, "L'Unef Défend Maryam Pougetoux, Sa Présidente À Paris IV, Attaquée Parce Qu'elle Porte Le Voile", Huffington Post, 14 mai 2018, https://www.huffingtonpost.fr/2018/05/14/lunef-defend-maryam-pougetoux-sa-presidente-a-paris-iv-attaquee-parce-quelle-porte-le-voile_a_23434022/, (Access date: 5 septembre 2019); "Charlie Hebdo : La Caricature Qui Relance La Polémique Sur La Présidente De L'unef Voilée", La Depeche, 25 mai 2018, <https://www.ladepeche.fr/article/2018/05/25/2804716-charlie-hebdo-caricature-relance-polemique-presidente-unef-voilee.html>, (Access date: 5 septembre 2019).

165. "Gap Kids Fait Polémique En Mettant En Scène Une Fillette Voilée Dans Une Publicité", LCI, 9 août 2018, <https://www.lci.fr/international/gap-kids-fait-polemique-en-mettant-en-scene-une-fillette-voilee-dans-une-publicite-2095329.html>, (Access date: 5 septembre 2019).

166. Selon la députée LR des Bouches-du-Rhône Valérie Boyer, "le marketing promeut la soumission à l'islamisme". See: Valérie Boyer, Twitter, 10 août 2018, https://twitter.com/valerieboyer13/status/1027845296481624064?ref_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%5Etweetembed%7Ctwterm%5E1027845296481624064&ref_url=https%3A%2F%2Fwww.nouvelobs.com%2Fsociete%2F20180810.OBS0776%2Fune-pub-gap-montrant-une-petite-fille-voilee-fait-polemique.html.

167. Aurore Bergé, alors porte-parole du groupe LREM à l'Assemblée française, appelle au boycott de la marque Gap. See "Une Pub Gap Montrant Une Petite Fille Voilée Fait Polémique", L'OBS, 10 août 2018, <https://www.nouvelobs.com/societe/20180810.OBS0776/une-pub-gap-montrant-une-petite-fille-voilee-fait-polemique.html>, (Access date: 5 septembre 2019).

d'habitude, les médias traditionnels (télévision, radio, journaux) participent largement à la publicité de cette controverse. Gap Kids a répondu par la suite que la publicité n'avait pas été conçue pour le public français. Le journal *Libération* a aussi justement fait remarquer que la publication de cette même photo sur Instagram n'a suscité presque aucun commentaire négatif dans le monde anglophone.¹⁶⁸

Le système judiciaire

Dans le système judiciaire aussi, les actes islamophobes concernent surtout les femmes musulmanes. Le 15 janvier 2018, une femme sexagénaire a été poursuivie devant la Cour d'appel de Rouen (Nord-Ouest de la France) pour une agression commise en octobre 2015 contre une femme voilée.¹⁶⁹

En février 2018, la chambre disciplinaire du Conseil de l'Ordre des médecins d'Aquitaine a prononcé une interdiction de six mois à l'encontre d'un médecin qui, en 2015, avait harcelé une mère portant le hijab. Alors que la femme accompagnait son enfant à l'hôpital, le médecin lui a dit «nous sommes en guerre, nous devons savoir dans quel camp vous êtes». Le médecin a fait appel de la décision.¹⁷⁰

Le même mois, Christine Tasin, présidente de l'association Résistance Républicaine, a été condamnée par la Cour d'appel de Paris à payer une amende de 1 500 euros pour des propos publics islamophobes suite à l'assassinat d'un policier et de son épouse par un djihadiste à Magnanville en 2016.¹⁷¹

Le CCIF, qui fournit une assistance juridique, a enregistré plusieurs condamnations pour des actes islamophobes en 2018. Par exemple, en juin, la justice française a condamné le gérant d'un bar tabac et d'un bureau de poste à Albi (Sud-Ouest de la France) qui refusait de proposer ses services à des clientes musulmanes portant le foulard. Le procureur a demandé une amende de 3 000 euros et de la prison avec sursis de 3 mois pour discrimination religieuse. Le tribunal pénal l'a finalement condamnée à près de 9 000 euros, pour avoir refusé de fournir des biens ou des services à une per-

168. Emma Donada, "Est-Ce Qu'une Petite Fille Voilée Apparaît Dans Une Publicité Française Pour Gap?", *Libération*, 10 août 2018, https://www.liberation.fr/checknews/2018/08/10/est-ce-qu-une-petite-fille-voilee-apparaît-dans-une-publicite-francaise-pour-gap-lien-signale-sur-fa_1671986, (Access date: 5 septembre 2019).

169. "Une Femme Aggravée Parce Qu'elle Portait Une Burqa En Seine-Maritime: Un Retraité Jugé À Rouen", *Actu.fr*, 16 janvier 2018, https://actu.fr/normandie/gruchet-le-valasse_76329/femme-agresse-parce-portait-burqa-seine-maritime-retraite-juge-rouen_15071125.html, (Access date: 5 septembre 2019).

170. Stéphanie Brossard, "Libourne: Un Médecin Sanctionné Pour Discrimination Et Islamophobie", *France Bleu*, 21 février 2018, <https://www.francebleu.fr/infos/faits-divers-justice/libourne-un-medecin-suspendu-pour-discrimination-et-islamophobie-1519234668>, (Access date: 5 septembre 2019).

171. "Islamophobie: Une Association Française Condamnée En Appel", *Yabiladi*, 22 février 2018, <https://www.yabiladi.com/articles/details/62096/islamophobie-association-francaise-condamnee-appel.html>, (Access date: 5 septembre 2019).

sonne en raison de sa religion.¹⁷² De même, le 21 juin, le tribunal administratif de Nice a condamné la mairie de Cannes à rembourser une femme musulmane injustement condamnée en 2016 parce qu'elle portait un burkini sur la plage.¹⁷³

En août 2018, le Comité des droits de l'homme des Nations Unies a critiqué la justice française pour ne pas avoir condamné le licenciement d'une employée portant le hijab de la crèche privée où elle travaillait. Le comité a estimé que ce licenciement était injuste et constituait une discrimination fondée sur la religion.¹⁷⁴ De même, en octobre 2018, un groupe d'experts de l'ONU a condamné la France pour avoir interdit le niqab. Le comité a estimé que cette loi «marginalisait» ces femmes «en les confinant chez elles et en leur refusant l'accès aux services publics».¹⁷⁵ Ces deux avis ne sont toutefois pas contraignants.

Les incidents judiciaires liés à l'islamophobie ont aussi porté sur des questions de sécurité.

Le 7 mars 2018, le militant des droits de l'homme Abdelaziz Chaambi a été condamné par la cour d'appel de Grenoble à payer une amende de 2 000 euros pour outrage à la police lors d'une manifestation en janvier 2015. Abdelaziz Chaambi était soutenu par la Ligue française des droits de l'homme qui voyait dans ce procès une menace pour tous les militants qui défendent les minorités.¹⁷⁶

En avril 2018, une douzaine de personnalités d'extrême droite ont organisé un rassemblement devant l'École nationale de la magistrature, parmi lesquelles Renaud Camus, père de la théorie du Grand Remplacement, et Pierre Cassen, fondateur du site internet islamophobe Riposte Laïque. Déjà condamnés pour des propos islamophobes, ils se considèrent comme victimes de «persécutions judiciaires». Seules quelques personnes ont participé au rassemblement.¹⁷⁷

172. Collectif Contre L'islamophobie en France, "Rapport CCIF 2019, Rapport Sur l'Islamophobie Pendant L'année 2018", 15 mars 2019, p. 6, <http://www.islamophobie.net/wp-content/uploads/2019/03/Rapport-CCIF-2019.pdf>, (Access date: 5 septembre 2019).

173. Ibid.

174. Pascal Charrier, "L'ONU Critique La France Dans L'affaire Baby-Loup", La Croix, 26 août 2018, <https://www.la-croix.com/France/LONU-critique-France-laffaire-Baby-Loup-2018-08-26-1200964030>, (Access date: 5 septembre 2019).

175. "Interdiction Du Niqab: La France 'Condamnée' Par Un Comité De L'ONU", Le Point, 23 octobre 2018, https://www.lepoint.fr/societe/interdiction-du-niqab-la-france-condamnee-par-un-comite-de-l-onu-23-10-2018-2265132_23.php, (Access date: 5 septembre 2019).

176. Jean-Christophe Pain, "Abdelaziz Chaambi Condamné À 2 000 Euros D'amende Pour Outrage Par La Cour d'Appel De Grenoble", France 3 Régions, 7 mars 2018, <https://france3-regions.francetvinfo.fr/auvergne-rhone-alpes/isere/grenoble/abdelaziz-chaambi-condamne-2-000-euros-amende-outrage-cour-appel-grenoble-1436387.html>, (Access date: 5 septembre 2019).

177. Baptiste Giraud, "La Crème Des Islamophobes De France Socetroie Une Tribune En Plein Bordeaux", Rue 89, 4 avril 2018, <https://rue89bordeaux.com/2018/04/creme-islamophobes-de-france-socetroie-tribune-plein-bordeaux/>, (Access date: 5 septembre 2019).

En mai 2018, le tribunal administratif de Cergy-Pontoise a condamné l'État français à verser au gérant du Pepper Grill, un restaurant halal, 10 000 euros de dommages et intérêts pour préjudice moral. Pendant l'état d'urgence, le 21 novembre 2015, la police française a effectué une violente descente dans ce restaurant alors que les clients étaient en train de diner. Le tribunal a estimé que le niveau de violence était injustifié.¹⁷⁸

Enfin, en décembre 2018, une enquête préliminaire a été ouverte contre un bar privé lié au groupe d'extrême droite Génération Identitaire à Lille, trois jours après la diffusion d'un documentaire sur cette organisation sur *Al-Jazeera*.¹⁷⁹

Internet

Les activités islamophobes sur Internet ont trois principaux aspects. Tout d'abord, il existe des comptes sur les réseaux sociaux qui lancent des controverses islamophobes. Comme mentionné ci-dessus, presque toutes les controverses liées à l'islam ont pour point de départ Twitter ou Facebook. Le deuxième aspect concerne les sites web qui publient des contenus islamophobes ou diffusent la crainte d'une ségrégation islamiste. Le dernier aspect concerne les organisations paramilitaires qui partagent des contacts, des commentaires et des techniques sur Internet.

Comptes islamophobes sur les réseaux sociaux

Les plateformes Twitter et Facebook donnent la parole aux militants, journalistes et politiciens d'une certaine gauche, qui s'en prennent constamment au foulard ainsi qu'un soi-disant retardé musulman au nom de la laïcité et du «mode de vie à la française». C'est le cas de militants comme Laurent Bouvet et Gilles Clavreul, co-fondateurs du Printemps Républicains, de journalistes comme Zineb El Rhazoui,¹⁸⁰ et de politiciens comme Manuel Valls¹⁸¹ et Marlène Schiappa.¹⁸²

Sur les réseaux sociaux, on trouve également un discours islamophobe ancré dans la tradition xénophobe d'extrême droite. Ce discours est relayé par des hommes politiques tels que Jean Messiha (Rassemblement national), Patricia

178. Julie Ménard, "L'Etat Doit 10000€ Au Pepper Grill De Saint-Ouen-l'Aumône", *Le Parisien*, 23 mai 2018, <http://www.leparisien.fr/val-d-oise-95/l-etat-doit-10-000-eur-au-pepper-grill-de-saint-ouen-l-aumone-23-05-2018-7731555.php>, (Access date: 5 septembre 2019).

179. Cyril Simon, "Une Enquête Ouverte Après Un Documentaire Sur Un Bar De Génération Identitaire", *Le Parisien*, 12 décembre 2018, <http://www.leparisien.fr/faits-divers/enquete-ouverte-apres-le-documentaire-d-al-jazeera-sur-le-bar-de-generation-identitaire-a-lille-12-12-2018-7967235.php>, (Access date: 5 septembre 2019).

180. Ancienne journaliste à *Charlie Hebdo*.

181. Ancien Premier ministre et membre du parti socialiste.

182. Secrétaire d'État chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations.

Guilbaud (Debout la France) et Eric Ciotti (Les Républicains), mais aussi des polémistes comme Gilles-William Goldanel¹⁸³ et Zohra Bitan.¹⁸⁴ Dans leurs tweets, le racisme antimusulman est lié à un discours anti-immigration et nationaliste.

Enfin, on trouve des ex-musulmans autoproclamés comme Majid Oukacha et Waleed Al-Husseini qui font régulièrement, dans leur critique légitime de la religion, l'amalgame entre activités musulmanes régulières (foulard, prière, etc.) et radicalisation. Selon eux, tout musulman est intrinsèquement un terroriste potentiel, ou du moins tout musulman qui pratique le culte.

Il ne s'agit là que de quelques noms connus parmi tant d'autres. Leurs idées sont néanmoins soutenues et retweetées par un certain nombre de comptes anonymes et d'utilisateurs communs.

Sites internet islamophobes

Il existe une différence majeure entre les discours islamophobes de gauche et ceux d'extrême droite sur internet. Dans le premier cas, le racisme antimusulman est caché sous le voile de la laïcité, des droits des femmes et de l'idéologie jacobine. C'est la stratégie d'associations telles que le Printemps républicain et le Comité Laïcité République. Dans le second, l'islamophobie est ouvertement affichée et repose sur les théories de «choc des civilisations», de «grand remplacement» et de «colonialisme à l'envers». C'est l'approche des sites internet FDeSouche, la Résistance républicaine, Riposte Laïque, Boulevard Voltaire, TVLibertés, Breizh-info ou encore l'Observatoire de l'islamisation.

FigaroVox est une plateforme influente qui utilise sa réputation de média traditionnel respectable pour diffuser des contenus islamophobes et nationalistes. Les sites web de partis d'extrême droite tels que Le Rassemblement National, Debout la France ou Parti de la France sont également des voix actives de l'islamophobie en ligne.

Sites de groupes paramilitaires

L'islamophobie est aussi l'un des sujets principaux de certains groupes paramilitaires qui se réunissent en ligne. La plateforme suprémaciste blanche *reseaulibre.org* a ainsi rassemblé environ 3 000 utilisateurs et discuté des moyens d'attaquer

183. Avocat et polémiste qui participe régulièrement à des émissions de télévision telles que "Les Terriens Dimanche" sur C8 ou "Les Grandes Gueules" sur BFM TV. Il écrit également des articles dans le célèbre journal de droite Le Figaro.

184. Polémiste qui participe régulièrement au populaire talk-show "Les Grandes Gueules" sur BFM TV.

physiquement les musulmans et de commettre des attentats terroristes.¹⁸⁵ Dans un article récent, le journal en ligne *Mediapart* évoquait l'hypothèse que le directeur de *reseaulibre.org* était en fait un ancien espion français expatrié en Russie depuis 1998.¹⁸⁶ Le site a fermé le 20 octobre 2018, mais a redirigé ses utilisateurs vers une autre plateforme, à savoir *LeonFrance.fr*.¹⁸⁷ Le groupe terroriste antimusulman AFO a également diffusé sa propagande sur un site internet intitulé *Guerre de France*. Ce site était toujours disponible en ligne lors de la rédaction de ce rapport. (Fig. 10)



Figure 8 : Capture d'écran du site web de l'AFO toujours disponible en ligne au début de l'année 2019. On peut voir des soldats engagés dans une guerre destructrice dans les rues de Paris.¹⁸⁸

185. Matthieu Suc and Marine Turchi, "Révélations Sur Des 'Patriotes' Qui Projetaient Des Attentats Islamophobes", *Mediapart*, 1 avril 2019, <https://www.mediapart.fr/journal/france/010419/revelations-sur-des-patriotes-qui-projetaient-des-attentats-islamophobes>, (Access date: 5 septembre 2019).

186. Ibid.

187. Ibid.

188. Site internet de l'AFO : www.guerredefrance.fr/afo.htm.

LES PRINCIPALES FIGURES DU RÉSEAU ISLAMOPHOBES

Plusieurs figures majeures du réseau islamophobe ont déjà été mentionnées dans ce rapport. Cependant, les interactions entre ces différentes personnalités forment un véritable discours englobant qui conteste la liberté de conscience et les droits fondamentaux aux musulmans, en particulier aux femmes. Ce discours empêche par exemple aux femmes musulmanes d'avoir des activités culturelles et professionnelles, de trouver un logement, alors même que la loi française n'autorise aucunement de telles discriminations. En 2018, la pression imposée par ce «discours islamophobe» a eu tendance à se normaliser (voir les cas de Mennel Ibtissem et Maryam Poutignoux par exemple). Par conséquent, il est devenu de plus en plus difficile pour les musulmans de faire face à ce discours normatif général.

Les différents incidents et controverses islamophobes formant un discours général, il est difficile de déterminer le rôle particulier joué par tel individu ou tel groupe. Pourtant, il est possible de faire la distinction entre, d'une part, ceux qui participent à ce discours en répandant une rhétorique et des idées islamophobes et, d'autre part, ceux qui participent à ce même discours en planifiant ou en appelant à des attaques terroristes envers les musulmans. Là encore, la frontière entre ces deux catégories n'est pas imperméable.

1. Parmi les figures centrales de la première catégorie, on trouve ceux qui profitent de leur réputation sociale et de leur respectabilité au sein de la société pour répandre une forme normalisée d'islamophobie. Ainsi, des associations de gauche et autoproclamées «antiracistes» tels que le Printemps républicain, le Comité

Laïcité République ou la LICRA, militent activement sur les réseaux sociaux et médias traditionnels en faveur d'une interprétation stricte de la laïcité qui exclurait toute expression extérieure de la religion. Pour elles, les expressions visibles de l'islam ne sont pas compatibles avec l'ordre laïque français. Cette position les conduit à diffuser une rhétorique islamophobe à l'égard des musulmans, intrinsèquement perçue comme une menace. Par exemple, Laurent Jouvét, co-fondateur du Printemps Républicain, a écrit un livre sur «l'insécurité culturelle» et stigmatise souvent le foulard et la nourriture halal. Plusieurs journaux comme *Le Figaro*, *Causeur* ou encore *Valeurs Actuelles* partagent cette vision dure de la laïcité tout en promouvant une rhétorique de droite axée sur la nation, l'identité culturelle, l'autorité et la civilisation française. Ils interviewent régulièrement des penseurs conservateurs tels qu'Éric Zemmour, Alain Finkielkraut, Ivan Rioufol ou Gilles-William Goldnadel qui prônent la lutte contre «la ségrégation islamiste croissante»¹⁸⁹ et le développement d'une «société parallèle». Ce type de polémistes est également régulièrement invité dans des talk-shows télévisés populaires tels que *Les Grandes Gueules* sur BFM TV, *L'Heure des Pros* sur CNews et *Les Terriens Dimanche* sur C8. Enfin, toutes ces idées sont recyclées par des politiciens tels que Marine Le Pen, Laurent Wauquiez, et Eric Ciotti qui cherchent avant tout à remporter des succès électoraux. De telles figures islamophobes sont aujourd'hui normalisées dans la société française. Pourtant, ils sont en concurrence avec des figures encore plus radicales. Des idéologues tels que Renaud Camus, considéré comme le père de la théorie du «Grand Remplacement», Pierre Cassen et Christine Tasin, fondateurs respectivement de *Riposte laïque* et de *Résistance Républicaine* ouvertement islamophobes, s'en prennent constamment aux musulmans et favorisent la mise en place de politiques racistes à l'encontre des musulmans et des immigrés. Ces personnalités reprochent aux islamophobes du courant dominant (cités plus haut) d'être trop timides dans leur «dénonciation des musulmans», tout en leur fournissant des outils intellectuels.¹⁹⁰

2. Parmi les groupes qui planifient ou appellent à planifier des attaques terroristes contre les musulmans, on trouve l'AFO (Action des forces opérationnelles) qui était sur le point d'attaquer physiquement des centaines d'imams, de femmes et

189. "L'appel Des 100 Intellectuels Contre Le 'Séparatisme Islamiste'", Le Parisien, 21 March 2018, <http://www.lefigaro.fr/vox/societe/2018/03/19/31003-20180319ARTFIG00299-l-appel-des-100-intellectuels-contre-le-separatisme-islamiste.php>, (Access date: 5 September 2019).

190. L'idée du Grand Remplacement par exemple.

de mosquées à l'été 2018. La police française a partiellement démantelé le groupe entre juin et août 2018 (voir ci-dessus). L'AFO était liée à Volontaires pour la France (VPF) qui appelle également à «défendre l'identité française» et à «lutter contre l'islamisation en France». Le groupe compte entre 200 et 800 membres, dont de nombreux soldats à la retraite ainsi que des généraux et officiers français.¹⁹¹ Pendant ce temps, le réseau Rémora tente ouvertement d'organiser une «résistance civile» et des opérations paramilitaires contre les musulmans en France. Le groupe a divisé la carte française en 15 zones, toutes supervisées par «d'anciens officiers expérimentés de l'armée».¹⁹² D'autres groupes tels que Soldats d'Odin Breizh, version française d'un groupe d'extrême droite finlandais, et Génération Identitaire visent à lutter contre un supposé «Grand Remplacement» en organisant des actions telles que des patrouilles dans les villes françaises ou aux frontières.¹⁹³

191. Matthieu Suc and Marine Turchi, "Forces De L'ordre Liées À L'ultra-Droite Violente: La DGSi S'inquiète", Mediapart, 9 April 2019, <https://www.mediapart.fr/journal/france/090418/forces-de-l-ordre-liees-l-ultra-droite-violente-la-dgsi-s-inquiete>, (Access date: 5 September 2019).

192. Voir le site d'extrême droite *Minurne Résistance*, <https://www.minurne.org/billets/tag/remora>.

193. Eléa Pommiers, "Dans Les Hautes-Alpes, Les Militants De Génération Identitaire Sont Passibles De Pour-suites", Le Monde, 11 May 2018, https://www.lemonde.fr/police-justice/article/2018/05/11/dans-les-hautes-alpes-les-militants-de-generation-identitaire-sont-passibles-de-poursuites_5297757_1653578.html, (Access date: 5 September 2019).

INITIATIVES OBSERVÉES AU SEIN DE LA SOCIÉTÉ CIVILE POUR CONTRER LE RACISME ANTIMUSULMAN

En 2018, des militants et des entrepreneurs musulmans ont organisé à plusieurs reprises des contre-discours et des initiatives contre ce discours islamophobe décrit ci-dessus. Ironiquement, les débats sans fin sur l'organisation d'un «islam de France» ont été l'occasion de remodeler les relations entre les communautés musulmanes françaises à la base. Soutenu par des sociologues, des démographes, des journalistes et des militants français,¹⁹⁴ Marwan Muhammad a coordonné l'enquête française «la grande Consultation des musulmans» entre le 10 mai et le 20 juin 2018. En plus de mener des débats dans 57 mosquées, il a recueilli les réponses de 24 029 personnes interrogées en ligne sur la situation des musulmans en France.¹⁹⁵ Les résultats montrent qu'une grande majorité des musulmans français qui ont participé à l'enquête souhaitent une institution nationale représentant les musulmans (85 %) indépendante de l'État (70 %).¹⁹⁶ Les organisateurs de l'enquête ont fondé L.E.S Musulmans afin de poursuivre ce processus de construction *bottom-up* et de faire pression sur les autorités publiques concernant les préoccupations des musulmans.¹⁹⁷

194. Parmi les sociologues nous pouvons citer Fatiha Ajbli, Valérie Amiraux, Said Bouamama, Moussa Bourekba, Nacira Guénif-Souilamas, Julien Talpin. Parmi les statisticiens Reda Choukour et les démographes Patrick Simon.

195. Samba Doucouré and Huê Trinh Nguyen, "Consultation initiée par Marwan Muhammad: des chiffres... et des luttes", Saphir News, 2 octobre 2018, https://www.saphirnews.com/Consultation-initiee-par-Marwan-Muhammad-des-chiffres-et-des-luttes_a25638.html, (Access date: 5 septembre 2019).

196. Ibid.

197. Voir le site internet de l'association : <https://lesmusulmans.fr/>.

Les enquêtes et les investigations sur le racisme antimusulman ont eu un impact important sur la lutte contre l'islamophobie en 2018. L'association Comité Justice et Libertés (CJL) a mené plusieurs actions et études analysant les relations entre le terrorisme, la lutte contre le terrorisme et l'islamophobie en France.¹⁹⁸ De même, au printemps 2018, Hassina Mechaï et Sihem Zine ont publié *L'Etat d'urgence (permanent)*, un livre qui traite des expériences des musulmans français pendant l'état d'urgence entre 2015 et 2017. Il s'agit d'une étude précieuse puisque les médias français ont bien souvent tu les abus et les excès de sécurité pendant cette période.¹⁹⁹

Les études universitaires qui luttent contre la rhétorique islamophobe ont également joué un rôle important en 2018. Déjà mentionnée dans ce rapport, l'analyse sociologique *Communautarisme ?* de Marwan Mohammed et Julien Talpin (septembre 2018) déconstruit minutieusement les idées islamophobes de «ségrégation islamiste» et de «société parallèle».²⁰⁰ De la même manière, les responsables de l'Observatoire de la laïcité, Jean-Louis Bianco et Nicolas Cadène, ont continué à promouvoir une conception libérale de la laïcité qui ne discrimine pas les musulmans, en particulier les femmes.

Enfin, certaines associations continuent d'étudier les actes islamophobes en plus de fournir une assistance juridique aux victimes. La plus célèbre d'entre elles, le Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF),²⁰¹ a publié les dossiers les plus fiables sur l'islamophobie en France. L'organisation assiste également les victimes dans leurs démarches et organise régulièrement des ateliers et des formations sur les procédures juridiques françaises. Aux côtés du CCIF, la Coordination contre le racisme et l'islamophobie (CRI)²⁰² et l'Action Droits des Musulmans (ADM)²⁰³ ont beaucoup travaillé pour aider les victimes et dénoncer le racisme antimusulman dans la sphère publique.

198. Yasser Louati, "L'alliance Objective Entre Terrorisme Et Islamophobie", Medium, 31 octobre 2018, <https://medium.com/@yasserlouati/lalliance-objective-entre-terrorisme-et-islamophobie-9fca71260ba>, (Access date: 5 septembre 2019); See also CJL organization's activities and inquiries on the website: <https://justicelibertes.org/en/>

199. Hassina Mechaï and Sihem Zine, "L'état D'urgence (Permanent)", Les Mots Sont Importants, 9 juillet 2018, <https://lmsi.net/L-etat-d-urgence-permanent>, (Access date: 5 septembre 2019).

200. Marwan Mohammed et Julien Talpin, *Communautarisme?* (PUF, Paris: 2018).

201. See CCIF's website: <http://www.islamophobie.net/>.

202. See CRI's website: <https://crifrance.com/>.

203. Voir le site internet de ADM: <https://adm-musulmans.com/>.

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS POLITIQUES

Les terroristes islamistes et les extrémistes antimusulmans voudraient voir la France entrer en guerre civile, avec d'un côté les non-musulmans et de l'autre les musulmans. L'islamophobie est donc une source de grand désordre. Ses conséquences portent atteinte non seulement à la vie des musulmans mais aussi à la cohésion de la nation française dans son ensemble. Afin de prévenir ce scénario catastrophe, l'État français doit «réaffirmer son autorité et son attachement aux principes fondateurs de la République française face aux assauts idéologiques continus».²⁰⁴ En d'autres termes, l'État doit reconstruire une relation de confiance entre ses institutions, les communautés musulmanes françaises et les Français en luttant contre les discours, les actions et les politiques qui participent à l'ostracisme des minorités musulmanes au sein de la société française. Les recommandations concernant le rétablissement de la confiance, la politique de sécurité et le discours de haine sont les suivantes. Certaines d'entre elles sont directement tirées du rapport 2017 publié l'an dernier :

204. Yasser Louati, "Islamophobia in France: National Report 2017", in Enes Bayraktı and Farid Hafez, *European Islamophobia Report 2017*, (SETA, Istanbul: 2018), p. 244.

Concernant le maintien d'une confiance mutuelle

- Abandonner la prise de décision politique verticale qui vise à concevoir un «Islam de France» sans tenir compte des initiatives de terrain et des réseaux au sein de la société civile.
- Soutenir les projets de construction *bottom-up* telle que l'association L.E.S Musulmans, qui bénéficient d'une reconnaissance populaire et d'un large réseau de mosquées et d'organisations civiles.
- Promouvoir dans l'éducation, les médias et les institutions publiques une compréhension libérale et inclusive de la laïcité telle que définie par l'Observatoire de la laïcité.
- Lancer une évaluation nationale sur les effets de l'interdiction du foulard dans les écoles publiques en 2004.

Concernant la politique de sécurité

- Impliquer les organisations de terrain, les dirigeants communautaires légitimes et le personnel de l'éducation pour élaborer une lutte plus efficace contre le terrorisme.
- Faire connaître auprès du grand public cette coopération avec les organisations de terrain afin de déconstruire les stéréotypes négatifs qui dépeignent les musulmans comme des partisans du terrorisme.
- Abolir l'utilisation de notes blanches par les services de renseignement dans la poursuite des individus et s'appuyer sur les enquêtes et les preuves plutôt que sur de simples soupçons.
- Abolir la mesure nouvellement adoptée dans la loi antiterroriste de 2017 qui permet la fermeture arbitraire des lieux de culte à moins qu'une définition claire de la radicalisation ne soit adoptée et que des alternatives soient proposées aux communautés affectées. La liberté d'expression est un droit fondamental, même dans les lieux de culte, tant qu'il n'y a pas de perturbation à l'ordre public.

Concernant le discours de haine

- Protéger la liberté d'expression en faisant pression sur les médias publics pour qu'ils adhèrent à une charte de la pluralité et promouvoir la visibilité des musulmans pour normaliser leur présence.

- Annuler les subventions de l'État aux médias qui font la promotion d'individus condamnés pour incitation à la haine, appelant à la discrimination, à la violence contre des individus, ou qui ont été reconnus coupables de promouvoir le racisme.
- Faciliter le droit de réponse des organisations ou des individus lorsqu'ils sont attaqués sur les plateformes médiatiques.
- Former les cadres supérieurs des médias publics à l'islamophobie, à ses conséquences et à la manière dont ils peuvent protéger la cohésion sociale en la combattant.
- Appliquer les lois existantes contre la discrimination au travail et augmenter les amendes pour les entreprises.
- Accorder la liberté de religion et de pensée sur les lieux de travail.
- Former les enseignants sur l'islamophobie, renforcer l'approche antiraciste dans les programmes d'éducation et promouvoir une compréhension libérale et inclusive de la laïcité.

CHRONOLOGIE

- **10.01.2018:** Trois membres du groupe d'extrême droite Génération Identitaire attaquent physiquement une jeune femme en utilisant du gaz lacrymogène et en la frappant à quatre reprises. La scène est filmée par un journaliste et diffusée sur la chaîne de télévision Al-Jazeera en décembre 2018.
- **Janvier 2018:** Deux jeunes femmes portant le foulard sont attaquées par un habitant de leur quartier en raison de leur appartenance réelle ou supposée à l'islam. L'agresseur est condamné le 9 janvier 2019 par le tribunal correctionnel de Meaux.
- **Janvier 2018:** Le Parti du Rassemblement National tente de fermer la mosquée de Souillac.
- **Janvier-février 2018:** Une femme française sexagénaire agresse et menace physiquement à plusieurs reprises des mères musulmanes à Perpignan alors qu'elles amènent leurs enfants à l'école.
- **03.02.2018:** Mennel Ibtissem interprète la chanson *Hallelujah* de Leonard Cohen dans l'émission télévisée *The Voice*, déclenchant une controverse islamophobe sur les réseaux sociaux : certains reprochent à l'artiste d'avoir chanté une partie de la chanson en arabe tandis que d'autres accusent TF1 de «normaliser» le voile islamique. Une semaine après sa première apparition dans l'émission, Mennel Ibtissem annonce qu'elle quitte le programme.
- **08.03.2018:** Le journal *Marianne* publie un appel au soutien de Mohamed Louizi, accusé de diffamation par des membres de l'organisation Musulmans

de France, proche des Frères musulmans. L'article intitulé «Nous devons défendre Mohamed Louizi, victime du «djihad judiciaire», accuse l'organisation des Frères musulmans de porter plainte contre Mohammed Louizi afin de le faire taire, lui et ses recherches contre «l'islam politique». Dans cet article, le droit d'ouvrir un dossier et de porter plainte contre quelqu'un c'est-à-dire les fondements d'un État de droit est refusé aux musulmans et délégitimé sous le terme négatif de «djihad».

- **22.03.2018:** Un médecin de l'hôpital de Perpignan (Sud de la France) agresse verbalement une jeune femme musulmane à cause de son foulard. Le médecin explique à sa patiente que le port du hijab à l'hôpital et dans l'espace public est interdit par la loi française. La patiente subit un préjudice moral.
- **23.03.2018:** Radouane Lakdim, un citoyen français de 26 ans qui était sous la surveillance des services secrets français pour radicalisation, a tué trois personnes et en a blessé beaucoup d'autres lors d'un attentat terroriste dans le sud de la France.
- **Mars 2018:** Le centre Institute of Labor Economics (IZA) a publié le document «Les discriminations antimusulmanes en France : Preuves d'une expérience de terrain» («Anti-Muslim Discrimination in France: Evidence from a Field Experiment»). L'enquête qui a été menée en France avant les attentats de 2015 – et donc avant l'état d'urgence démontre la discrimination des musulmans sur le marché du travail.
- **16.04.2018:** Hassina Mechaï et Sihem Zine publient *L'Etat d'urgence (permanent)*, un livre qui traite de l'expérience des musulmans français qui ont injustement souffert de l'état d'urgence français entre 2015 et 2017.
- **22.04.2018:** Le journal *Le Parisien* publie «l'Appel des 300 contre le nouvel antisémitisme», qui dénonce un soi-disant nouvel antisémitisme d'origine musulmane en France. Dans l'appel, les musulmans sont indirectement dépeints comme l'ennemi intérieur, puisque l'Islam est censé être intrinsèquement antisémite.
- **27.04.2018:** Le journal *Libération* révèle deux notes des services de renseignement français faisant état de la montée de groupes antimusulmans et anti-arabes. Ces notes proclament que «la multiplication des attentats islamistes en France depuis janvier 2015 a été évidemment interprétée par l'extrême droite radicale comme une légitimation de ses thèses sur la menace immigrée, l'insécurité, la faillite d'une société multiculturelle honnie ».

- **12.05.2018:** Khamzat Azimov, un jeune d'origine tchéchène qui était sous la surveillance des services de renseignement français pour radicalisation, a tué une personne lors d'une attaque au couteau dans le quartier de l'Opéra à Paris.
- **12.05.2018:** La chaîne de télévision M6 diffuse un reportage sur les manifestations qui ont eu lieu dans de nombreuses universités en France. Les journalistes interviewent Maryam Pougetoux, une des dirigeantes de l'association étudiante l'UNEF, qui porte un foulard. Plusieurs personnalités politiques, de gauche comme de droite, accusent l'étudiante de «promouvoir l'islam politique», de montrer sa «différence avec la société française» ou d'être «islamiste».
- **14.05.2018:** Lors de sa visite en France, Fionnuala D. Ní Aoláin, rapporteur spécial des Nations Unies sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales, met en garde contre les nouvelles lois antiterroristes qui risquent de porter atteinte aux libertés et aux droits fondamentaux.
- **08.06.2018:** Laurent Wauquiez, alors chef du parti Les Républicains, supervise la diffusion de tracts politiques qui utilisent une rhétorique antimusulmane et xénophobe.
- **18.06.2018:** Laurent Wauquiez tente de former une alliance entre son parti et Sens Commun, un groupe de réflexion d'extrême droite.
- **24.06.2018:** La police française arrête dix membres du groupe terroriste d'extrême droite Action des forces opérationnelles (AFO) qui prévoyait de commettre des attaques terroristes contre les musulmans français, telles que l'empoisonnement des aliments halal, des attaques physiques contre les femmes musulmanes et la dégradation de ce qu'ils considéraient comme étant des mosquées «radicales».
- **12.07.2018:** Eric Ciotti (Les Républicains) propose à l'Assemblée française d'interdire les signes religieux extérieurs pour les travailleurs des entreprises publiques et pour les usagers des services publics (aujourd'hui, il n'y a qu'une interdiction pour les agents des services publics).
- **23.07.2018:** La police française arrête trois personnes soupçonnées d'appartenir à l'AFO. L'une d'entre elles est un ancien membre du groupe Volontaires pour la France (VPF), les deux autres sont des femmes qui ont participé à toutes les réunions de ce groupe terroriste d'extrême droite.
- **26.08.2018:** Le Comité des droits de l'homme de l'ONU critique la justice française pour ne pas avoir condamné le licenciement d'une employée portant le hijab d'une crèche privée où elle travaillait. Le comité considère ce licenciement comme injuste et comme une discrimination fondée sur la religion.

- **31.08.2018:** La société Gap Kids publie sur les médias sociaux une campagne de marketing montrant des enfants de Harlem, dont une jeune fille portant un foulard. Rapidement, de nombreux internautes, dont des journalistes, des militants et des politiciens, condamnent fermement ce qu'ils considèrent comme une «soumission à l'islamisme» et appellent au boycott de l'entreprise.
- **15.09.2018:** Le polémiste Éric Zemmour met en garde la France sur une prochaine «guerre civile contre l'islam et ses collaborateurs français» sur la radio publique France Inter.
- **20.09.2018:** Hakim El Karoui publie avec le *think tank* de droite Institut Montaigne un nouveau rapport qui appelle à une plus forte régulation des pratiques religieuses musulmanes par l'Etat afin de mieux contrer l'islamisme.
- **21.09.2018:** Le chanteur français Médine annonce l'annulation d'un concert sur Twitter en raison de menaces terroristes.
- **26.09.2018:** Les sociologues français Marwan Mohammed et Julien Talpin décortiquent minutieusement les idées islamophobes de «ségrégation islamiste» et de «société parallèle» dans leur livre *Communautarisme ?*
- **26.09.2018:** Une femme entre dans la piscine de Rennes (Ouest de la France) en portant un burkini provoquant un vif débat avec les autres nageurs mais aussi le conseil municipal.
- **27.09.2018:** Les journalistes Zineb El Rhazoui et Jean-Claude Dassier affirment respectivement que «les femmes voilées appartiennent et affichent une idéologie, qui est l'idéologie de l'islam radical, qui est une idéologie dont l'aboutissement est le terrorisme» et qu'«on est en conflit armé contre l'islam», sur la populaire chaîne de télévision CNews.
- **27.09.2018:** *La Revue des Deux Mondes* publie un numéro spécial intitulé «Islamogauchisme, histoire d'une dérive». Les articles qualifient les «islamo-gauchistes» de «traîtres à l'identité française», de «collaborateurs» et de «néo-Vichystes».
- **30.09.2018:** La création de la plateforme nationale L.E.S Musulmans rassemble des centaines de mosquées et d'organisations locales. L'organisation vise à coordonner la représentation des musulmans de façon horizontale et *bottom-up*.
- **Septembre 2018:** Plusieurs étudiants musulmans des instituts de formation en soins infirmiers (IFSI) se plaignent de la direction qui «vérifie la taille de leurs bandeaux» ainsi que «leur interdit le port du foulard religieux».

- **Septembre 2018:** Plusieurs parents se plaignent auprès de la direction de l'école maternelle de Vénissieux après la modification du règlement intérieur qui impose désormais au personnel de la maternelle de servir tout le repas aux enfants, même lorsque ces derniers contiennent de la viande et que les parents s'y opposent.
- **03.10.2018:** L'ancien ministre français de l'Intérieur, Gérard Collomb, affirme dans son discours de démission : «Aujourd'hui on vit côte à côte, je crains que demain on ne vive face à face », dépeignant implicitement les musulmans français et les non-musulmans français comme de potentiels ennemis.
- **11.10.2018:** Le Centre d'étude sur les Conflits – Liberté et Sécurité (CCLS) publie une étude quantitative intitulée «Les effets de la lutte contre le terrorisme et la radicalisation sur les populations musulmanes en France». Cette enquête montre les dommages causés par la politique antiterroriste française sur l'ensemble de la communauté musulmane depuis 2015.
- **17.10.2018:** Gérard Davet et Fabrice Lhomme, tous deux journalistes connus et respectés du *Monde*, publient le livre *Insh'Allah ! L'islamisation à visage découvert*. Le livre énumère une série d'événements locaux survenus dans le nord de Paris et censés démontrer la montée d'une société parallèle islamiste.
- **Octobre 2018:** Un groupe d'experts de l'ONU condamne la France pour avoir interdit le niqab.
- **09.11.2018:** Un groupe de soutien du parti La France Insoumise organise une réunion sur «l'entrisme islamiste dans le mouvement syndical». Le groupe est exclu du parti quelques jours plus tard, ce qui déclenche une série de débats au sein du mouvement.
- **10.11.2018:** Laurent Nunez, le secrétaire d'Etat à l'Intérieur, annonce que six attentats terroristes islamistes ont été déjoués par la police française en 2018.
- **16.11.2018:** Le député Julien Aubert, dans son *Livre tricolore sur les islam(s)*, expose une série de propositions pour réorganiser la religion musulmane en France. Utilisant la rhétorique du Grand Remplacement, ce rapport dresse une liste de mesures islamophobes visant à restreindre la liberté des musulmans comme «sanctionner les femmes qui refusent d'ôter leur voile sur injonction d'une autorité compétente» ou «dés-islamiser certains quartiers».
- **28.11.2018:** Quatre-vingt penseurs, universitaires et artistes publient un «appel contre le postcolonialisme» dans l'hebdomadaire *Le Point*. Ils condamnent un

«terrorisme intellectuel» qui utilise la menace du racisme et de l'islamophobie afin de diaboliser ses opposants.

- **30.11.2018:** Une exposante du marché de Noël de Saint-Gratien (Paris Nord) est convoquée par le maire de la ville et invitée à fermer son stand, au seul motif qu'elle porte un foulard.
- **11.12.2018:** Chérif Chekatt, un citoyen français de 29 ans qui était surveillé par les services secrets français pour radicalisation, a tué 5 personnes et en a blessé beaucoup d'autres dans une attaque terroriste au centre de Strasbourg.

L'ISLAMOPHOBIE EN FRANCE RAPPORT NATIONAL 2018

LÉONARD FAYTRE

L'islamophobie continue de croître en France en 2018. Le Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF) a rapporté 676 incidents islamophobes en 2018 contre 446 en 2017 (soit une augmentation de 52%). Parmi ces 676 incidents, 20 concernent des attaques physiques (3%), 568 des discriminations (84%) et 88 des discours de haine et insultes (13%).

L'islamophobie n'est pas déconnectée des autres formes de racisme tel que le sexisme. Le CCIF remarque que près de 70% des victimes du racisme antimusulman sont des femmes. Dans son rapport 2018 sur la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie, la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) souligne le parallèle entre les actes islamophobes et le rejet des valeurs féministes et laïques. En d'autres termes, l'islamophobie ne concerne pas seulement les musulmans mais aussi les femmes, les valeurs du vivre-ensemble et tout ce qui est perçu comme «autre» de façon générale. L'islamophobie en France repose donc avant tout sur une idéologie de rejet et un imaginaire nationaliste d'extrême droite et non sur la défense de la liberté et de la laïcité comme le prétendent beaucoup d'islamophobes.

En 2018, l'islamophobie s'est illustrée par des attaques violentes contre des femmes musulmanes, l'émergence de groupes terroristes d'extrême droite et la détérioration du débat public à l'égard des musulmans. En guise d'exemple, il est possible de mentionner l'agression physique d'une jeune musulmane dans les rues de Lille par des membres du groupuscule d'extrême droite Génération Identitaire; la dissolution du groupe terroriste AFO qui planifiait des attaques de grandes ampleurs contre des civils musulmans; ou encore l'utilisation de l'expression «guerre civile» par de nombreux polémistes dans des débats ayant pour sujet l'islam et les musulmans en France.

Enfin, les attaques récurrentes sur le territoire français de la part de terroristes musulmans ainsi que les politiques de contre-terrorisme remettent en cause les droits fondamentaux des musulmans. En visite en France en mai 2018, la rapporteuse spéciale pour la promotion et la protection des droits de l'homme et des droits fondamentaux, Fionnuala D. Ní Aoláin, s'inquiétait «de voir la minorité musulmane être perçue en tant que telle comme un groupe suspect.»

